

COLLOQUE DU 1<sup>er</sup> JUIN 2002

## "Les Noirs de France dans l'action politique" Elections, partis, vie publique, action locale

Samedi 1er Juin 2002 de 9h à 14h00 au Sénat  
Salle Gaston Monnerville – 15ter, rue de Vaugirard Paris 6e

Sous le patronage de M. Christian Poncelet, Président du Sénat

*Avec la participation d'élus locaux, responsables et militants politiques noirs de France originaires d'Afrique, de la Caraïbe, de l'Océan Indien et du Pacifique*

### 10h00 discours officiels d'ouverture

- M. Harlem Désir, Député européen, Conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois
- M. Dogad Dogoui, Président du Club Africagora et Consultant en communication

### la place des Noirs de France dans la vie publique de l'hexagone, par Harlem Désir

*Introduction aux débats et rappels historiques de l'implication des Noirs dans la politique de l'hexagone. Les Africains ont été membres du gouvernement et du parlement français avant les indépendances. Hommage à Gaston Monnerville. Nécessité de s'organiser pour peser...*

### 10h30 : l'engagement des Africains Français dans l'action politique

*Témoignages et interventions d'élus locaux noirs et de responsables politiques issus des migrations afro-caribéennes : maires adjoints et conseillers municipaux de tous les bords politiques participent à la gestion de communes. Pourquoi cet engagement tardif ? Que reste-t-il à faire ? Comment exhorter et encourager les membres des communautés noires à s'engager dans l'action politique et la chose publique ?... Condition pour exister sur l'échiquier.*

Animation : Florence Dini, journaliste au magazine **Amina**

Intervenants :

- Séga Doucouré, Président du **CSD**
- Bassi Diarra, Maire-Adjoint chargé de la citoyenneté d'**Achères**
- Gaspard-Hubert B. Lonsi Koko, Secrétaire de la section François Mitterrand du **PS de Paris 15e**
- Jean-Félix Mouloungui, Consultant en communication politique et chargé de mission à **DL**
- Pierre Tavarès, Chargé de mission au cabinet du Maire d'**Epinay-sur-Seine**

### 12h00 : quelle volonté d'ouverture des partis aux Noirs de France ?

#### Thème de débat : "Agir en dehors ou au sein des partis politiques ?"

*Comment redonner aux citoyens la confiance dans les partis politiques existants ? Pour les peuples venus d'ailleurs, le combat pour une réelle intégration sociale et économique passe-t-il aussi par le politique ? Quelle place tiennent les partis politiques dans ce processus républicain ? Faut-il se tourner vers le "parité ethnique" ? Quelles solutions possibles en dehors des formations politiques existantes ?*

Animation : Florence Dini, journaliste au magazine **Amina**

- Madeira Diallo, Responsable **UDF à la section Paris 19e**
- Eugène Ebodé, Ecrivain et conseiller municipal délégué à la culture de **Villepreux**
- Charles M'Ba, Expert-comptable et ancien président du **Club Diallo Telli**
- Louis-Mohamed Seye, Conseiller municipal à la jeunesse - **Fontenay-sous-Bois**

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

**Colloque « Les Noirs dans l'action politique »**  
**Samedi 1<sup>er</sup> Juin 2002 au Sénat – Salle Gaston Monnerville**  
**Sous le Haut patronage de Monsieur Christian Poncelet, Président du Sénat**

***Allocution de bienvenue de Monsieur Dogad Dogoui***  
***Fondateur et Président du Club Africagora***

Mesdames, Messieurs, chers invités, chers élus, merci d'avoir pris de votre temps en cette matinée de samedi, pour échanger avec nous autour de cette Afrique qui nous tient à cœur et des communautés noires de France, d'avoir accepté d'enregistrer votre match de football favori de la Coupe du Monde, pour venir débattre de notre situation et de notre avenir dans ce pays.

Je suis Dogad Dogoui, j'anime Africagora, un club international d'entrepreneurs et de décideurs noirs des diasporas africaines et caribéennes, basé à Paris et qui réunit des membres en majorité installés en France, quelques uns Belgique et en suisse. Nous avons pris l'initiative de cette rencontre, dans cet hémicycle pour parler de politique, de notre présence en politique, de la politique en général, des formations politiques et de notre place dans les débats politiques de notre nation.

Cette journée est à la fois un aboutissement et un point de départ, un aboutissement de la tournée qui nous a menés entre novembre 2001 et mars 2002 dans 8 villes de France pour un total de 900 personnes rencontrées au fil des forums locaux, et les premières Assises nationales des communautés noires de France qui ont réunit à l'Assemblée Nationale 320 participants le 6 avril dernier. Ces assises ont mis en exergue un besoin de dialogue et de discussions, mais ont aussi démontré qu'il fallait que nous continuions le travail d'organisation et de mobilisation pour que le message passe, pour que l'attention soit accordée à nos communautés et que nous puissions comme aujourd'hui essayer d'exhorter les uns et les autres à s'engager dans les partis politiques, en dehors des partis, dans les organisations professionnelles, syndicales, dans la vie de quartier, en tous cas à s'occuper de ce qui les regarde : c'est-à-dire notre avenir, notre situation et l'avenir de nos enfants dans ce pays.

Le programme de la journée : nous avons prévu de faire en sorte que nous d'ici 13 heures, nous aillions abordé les différents points de notre rencontre, avec un débat général, car ce qui nous intéresse dans nos différentes rencontres, c'est l'échange dans la discipline et le respect de l'autre. Notre volonté est de permettre que l'ensemble des formations politiques démocratiques, les élus engagés sur le terrain - maires adjoints, conseillers municipaux, responsables de sections de partis – bref, tous ceux qui prennent part à la vie publique et à la vie politique à travers les partis, qu'ils soient de Gauche, de Droite ou du Centre, soient représentés. Nous disons toujours que l'on soit bleu, gris pour quelques uns je crois, rose, rouge ou vert, j'en oublies sûrement, on est aussi et d'abord des Noirs. Il nous faut donc aujourd'hui dépasser les clivages partisans (même si le débat du choix de société existe) et faire en sorte que nous puissions aborder les thèmes de notre place, de notre position et de ce que nous voulons faire de l'avenir de nos enfants ici. Ce qui passe aussi par la politique.

Au départ, au moment de sa création en 1999, Africagora était un club d'affaires, il reste un club conçu et dirigé par des entrepreneurs, mais il se permet d'agir dans la sphère du social et dans la sphère du politique, avec ceux qui en ont à la fois la responsabilité et l'engagement, pour leur dire d'abord que nous les poussons à s'investir là où ils sont. Nous les soutenons, et nous les escortons à se rencontrer.

J'ai plaisir personnellement aujourd'hui à voir que certains élus locaux des municipalités qui ne se connaissaient pas, vont peut être profiter de cette demi journée pour prendre contact et on s'évertuera à faire en sorte d'animer ce forum des élus noirs au sein de Africagora.

Deux mots sur notre club. Après trois ans d'existence, nous entamons à partir de ce mois de juin, des rencontres hebdomadaires les jeudis pour les franciliens. Pour ceux qui sont intéressés par nos actions, nous en reparlerons - ce n'est pas le lieu ici - pourront pendant 2h30 tous les jeudis continuer les échanges, venir à notre rencontre et discuter avec nous, nous apporter des projets et leurs idées, dans la contradiction mais toujours dans le respect de l'autre bien sûr. Nous vous invitons à faire vivre ce mouvement qui continue de croître, qui commence à dépasser les frontières de l'hexagone et qui va aller en s'amplifiant.

Maintenant que tous nos intervenants sont en place, devant la centaine de participants que nous sommes, je voudrai demander d'abord à une représentante du cabinet du Président du Sénat de nous dire quelque mots de bienvenue dans ces lieux ; Le Président du Sénat – Monsieur Christian Poncelet - qui a accepté de nous accueillir dans l'enceinte de ces murs chargés d'histoire. Je voudrais au nom du club Africagora, remercier le Président du sénat de nous avoir accueilli. Merci à vous.

Bonjour, Mesdames, bonjour Messieurs, le président du Sénat est très heureux d'accueillir votre colloque « les Noirs de France dans la politique » organisé par Africagora et il espère que cette journée se passera le mieux possible pour vous et il vous souhaite un très bon colloque. Merci

### **Dogad Dogoui**

Peut-être que les jeunes générations - nous sommes ici un peu plus que les jeunes générations – peut-être disais-je que nos jeunes de 15/20 ans ne le connaissent pas. Pour nous qui sommes des migrants, moi je suis un migrant, je suis en France depuis 21 ans, pour ceux qui comme vous et nous ont choisi de vivre ici, nous avons assisté au cours des années 80, à l'émergence d'un mouvement qui était un mouvement au-delà d'une défense identitaire. C'était un mouvement – il me corrigera si je traduit mal la pensée de départ - pour l'égalité, de lutte contre le racisme et de lutte contre le sectarisme. Un mouvement qui continue encore à travailler et qui a permis l'émergence après tant d'années de creux, de vide entre la période des indépendances africaines, les présences en métropole des élus d'outremer – rendons hommage notamment à Monsieur Gaston Monnerville dans cette salle qui porte son nom - un mouvement qui a permis l'émergence de personnalités noires d'envergure nationale et internationale, qui a donné envie à certains Noirs de France de s'engager en politique, dans la vie citoyenne, dans la vie locale.

Nous lui avons demandé à ce titre, mais aussi en tant qu'élu, puisqu'il est député européen, conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois dans le département de la Seine – Saint-Denis, socialiste et fier de l'être je crois, mais c'est avant tout en tant que militant de la première heure qui a donné envie à certains d'entre nous de prendre le taureau par les cornes dans la politique ou en dehors, que nous avons l'honneur de le recevoir. Je voudrais que nous accueillions Monsieur Harlem Désir.

**Monsieur Harlem Désir, Député Européen, conseiller municipal d'Aulnay-Sous-Bois (PS), fondateur et ancien Président de SOS Racisme**

Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, chers amis, cher Dogad Dogoui, je voudrais vous remercier donc de l'invitation et vous dire que le plaisir que j'ai de retrouver beaucoup d'entre vous après le premier échange que nous avons eu au mois d'avril avant l'élection présidentielle et qui avait été l'occasion pour moi de faire connaissance avec votre Club, avec ses animateurs, mais aussi comme le président vient de le dire, de rencontrer d'autres militants issus des immigrations africaines ou des Antilles et engagés dans la vie politique. J'en connaissais certains, parce qu'ils étaient disons plus proche de ma propre formation, je pense en particulier à Stéphane Pocrain, même si il a dit des choses sur le rôle symbolique que j'avais pu jouer un moment dans son choix d'engagement –qu'il ne m'avait pas dites auparavant - et j'en ai découvert d'autres notamment des élus de l'UDF, du RPR, que je n'avais jamais eu l'occasion de rencontrer jusqu'à présent et il faut même le reconnaître, un certain nombre aussi de militants, de responsables locaux du parti socialiste, car nous n'avions pas trouvé le moyen de nous contacter, chacun menant finalement son parcours dans sa fédération ou dans ses responsabilités particulières.

Je voudrais pour commencer mon propos sur le thème de votre colloque - « le rôle et la place des Noirs de France dans la vie politique » - évoquer d'abord la figure d'un homme politique noir qui n'est pas Français mais qui a marqué l'actualité de cette semaine. Il s'agit de Paul Botton, Ministre délégué au Budget dans le gouvernement de Sa Majesté et du 1<sup>er</sup> Ministre Tony Blair depuis mercredi dernier et qui est finalement le premier homme noir à rentrer dans ce que l'on appelle le cabinet, le cercle restreint des ministres qui travaillent au plus près du chef du gouvernement en Grande Bretagne.

Il se trouve que je connais assez bien Paul Botton car à l'époque où je présidais l'association SOS Racisme, il était déjà, depuis 1987, un des quatre premiers députés noirs à la Chambre des communes. Il y en avait eu très longtemps auparavant et puis ceux-la avaient disparus. Ensuite, au milieu des années 80, plusieurs élus mais de circonscription européenne de la Grande Bretagne - pas comme c'est le cas pour nous souvent de circonscription d'outremer - sont entrés à la chambre des communes, candidats proposés par les travaillistes et élus dans des circonscriptions urbaines, populaires, avec une forte population issue de l'immigration, mais pas une majorité. Il s'agissait donc de candidats soutenus comme c'est le cas pour un élu en France, je pense à Kofi Yamgnane, par des citoyens en fonction du programme, de l'étiquette politique qui est la leur, mais en acceptant aussi cette particularité, cette différence, cette singularité qu'ils représentent, en raison de leurs origines.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Et à cette époque Paul Botton, qui est d'origine africaine – puisqu'il est métis Ghanéen - il y avait également un député d'origine indienne, un député d'origine jamaïcaine et puis une 4<sup>ème</sup> députée, une femme également d'origine caribéenne. C'était déjà une percée tout à fait notable. Depuis, Paul Botton a suivi un parcours remarqué en Grande Bretagne. Il était déjà membre du gouvernement, mais de ce qu'on appelle les sous secrétaires d'état, en charge d'abord du secteur de la santé, puis en charge d'assister le ministre de l'intérieur et il vient donc de rentrer dans le cœur même du noyau de direction de son pays au ministère des finances du pays de la City. Evidemment, ce n'est pas quelque chose qui est passé inaperçu en Grande Bretagne, mais je crois que c'est aussi quelque chose qui aura été remarqué par celles et ceux qui sont attentifs à ces questions en France.

Bien sur la France aussi a connu des Noirs à la table du conseil des ministres. D'abord à la fin de l'époque coloniale, à l'époque de l'Union française, on peut penser à de grandes personnalités comme Houphouët-Boigny et puis plus près de nous, on peut penser à la fois à des personnalités comme Roger Bambuc, Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports à partir de 1988 ou à Kofi Yamgnane en 1991 et nous sommes dans la salle Gaston Monnerville, s'il ne s'agissait pas du gouvernement, mais tout de même du deuxième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire, celui qui peut-être amené à incarner la continuité de la Présidence de la République en cas de vacance et j'avais déjà fait allusion à sa figure lors de notre première rencontre.

Et pourtant, d'où vient le malaise que nous ressentons tous malgré l'évocation de ces précédents ? Il vient sans doute du fait que dix ans après qu'il ait été membre du gouvernement, Kofi Yamgnane est toujours le seul député d'origine africaine au sein de l'assemblée nationale. Il vient du fait qu'il ait fallu attendre cette année - et pour moi je dirais qu'il ait fallu attendre que ce soit mes adversaires qui soient au gouvernement pour qu'une jeune responsable d'origine maghrébine fasse son entrée au sein du gouvernement, et je pense évidemment à Tokia Saifi, Secrétaire d'Etat au développement durable. Nous ne pouvons nous empêcher de nous poser la question et notamment de se faire cette remarque que faisait récemment un commentateur du journal le Monde, je crois : si la famille de Colin Powell avait décidé d'émigrer en Europe plutôt qu'au Etats-Unis, serait-il devenu un jour ministre des affaires étrangères ? A quand en France, un Noir chef d'état major des armées, à quand un ministre du budget noir ou maghrébin puisque la communauté maghrébine est aussi une des communautés issues des immigrations aujourd'hui aussi maintenue à l'écart des centres de décision.

Combien de temps faudra-t-il attendre pour qu'il y ait comme à la chambre des communes une douzaine de représentants qui soient issus des immigrations ? Même dans nos départements les plus caractéristiques de cette mixité des populations, je pense au mien, la Seine Saint-Denis, on peut penser aussi à l'Est lyonnais - et à beaucoup d'autres endroits de notre pays - et bien qu'il n'y ait que quelque exceptions dans les conseils régionaux (et il faut les compter sur les doigts d'une main), il n'y en a malheureusement pas pour ce qui est des mandats parlementaires.

Les choses ont été un petit peu différentes pour le parlement européen sans doute parce que le scrutin de liste a rendu plus facile le fait de justement chercher à avoir un reflet de la diversité de la population et donc sur pratiquement chacune des listes qui se sont présentées en France il y avait des candidats qui étaient issus des migrations.

Tokia Saifi elle-même a été élue sur la liste qui était conduite par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin. Sur la liste sur laquelle je figurais, qui était conduite par François Hollande, outre moi-même, il y avait Samir Naïr qui était là au titre du Mouvement des Citoyens mais en même temps, c'était aussi la première fois que sur une de nos listes (ce n'était pas la première fois d'ailleurs pour le parti socialiste parce qu'en 1989, nous avons fait élire Nora Zaïdi qui était une jeune responsable de la région de Montbéliard), je peux penser aussi à Fodé Sylla qui m'avait succédé à SOS Racisme qui a été élu sur la liste de Robert Hue et donc il y a eu une petite avancée à l'occasion de ce scrutin de liste mais on le sait le parlement européen n'a pas encore la même visibilité que l'Assemblée nationale en France, et pour l'instant le scrutin de circonscription n'a pas permis de connaître cette même avancée.

Alors, il y a un malaise parce que nous sommes prompts à donner la leçon aux autres, à nous présenter comme plus attachés que quiconque à la défense des valeurs démocratiques, des droits de l'homme, des principes d'une République universelle et malheureusement, nous avons le sentiment que nos institutions portent encore le poids d'un passé colonial rempli de préjugés.

Bien sur, cette situation n'est pas uniquement celle du monde politique, nous l'avons également évoquée le 6 avril à l'Assemblée Nationale lors des premières Assises des communautés noires de France organisées par Africagora, mais la situation des médias n'est pas beaucoup plus représentative, pas plus reluisante.

Qu'il ait fallu attendre en 1998 la victoire de l'équipe de France de Zidane, Desailly et les autres, Thierry Henri etc., pour que Rachid Arhab revienne présenter le journal de 20h00 était assez stupéfiant. La victoire en finale a eu lieu le 12 juillet et de mémoire c'est le 13 ou le 14 que Rachid Arhab est revenu comme présentateur d'un journal télévisé. Depuis il a disparu, non pas qu'il ne soit plus journaliste, qu'il ne travaille plus, mais il n'est plus dans un poste d'aussi grande visibilité. Cela est le fait de toute carrière, mais bizarrement il n'a pas été remplacé. S'il faut attendre et avoir la certitude que l'équipe de France gagne à nouveau la coupe du monde pour voir apparaître un présentateur d'origine immigrée, je crains que nous attendions longtemps. Non pas que je sois totalement pessimiste sur les chances de victoire mais enfin on voit que cela est quand même assez aléatoire et qu'il faudrait se rendre compte qu'il n'y a pas que dans le sport, qu'il n'y a pas que pour le football que la France a besoin de mettre en avant ces Zidane, ces Thierry Henri, ces Desailly pour marquer des points, pour aller de l'avant.

Cette mise à l'écart de la représentation symbolique en média et en politique, est évidemment liée à un état plus général de la société. Elle en est un reflet accentué. Elle est liée à la persistance malgré nos lois contre le racisme, malgré je crois l'attachement majoritaire de citoyens (qui s'est démontré entre les deux tours de l'élection présidentielle et dans le vote du second tour) aux principes égalitaires et

universels de la République, il est évidemment lié à la persistance de préjugés et à la persistance de discriminations dans l'accès à l'emploi, au logement, aux stages par exemple pour nos jeunes qui sont en lycées professionnels et qui ont besoin de trouver un séjour en entreprise. Et les enseignants et les parents pourront vous dire à quel point cette réalité est cruelle et à quel point elle choque les familles et les jeunes qui y sont confrontés.

Mais nous le savons y compris dans la vie quotidienne, dans les loisirs, dans l'accès aux boîtes de nuit, ce type de phénomènes continuent à se manifester. Pour autant, cela n'excuse en rien la situation du monde politique car précisément la République est sensée être l'expression des valeurs communes et plus intransigeante encore sur le respect de ces valeurs.

Je crois qu'il faut que nous prenions garde à une République proclamatoire qui serait vide de contenu et dont finalement on se détournerait de plus en plus, et qui en raison de ce sentiment de double discours, de double langage, finirait par provoquer par réaction dans la population des citoyens issus de l'immigration, et en particulier des citoyens noirs, qu'ils soient originaires d'Afrique ou des Antilles, un sentiment communautaire blessé. Justifiant de situer sa démarche plus dans un regroupement communautaire pour essayer de faire front, pour essayer d'imposer un respect qui ne vient pas de lui-même dans le cadre du fonctionnement ordinaire de la République et de ses formations politiques. D'ailleurs, si l'on est tout à fait franc et honnête entre nous, je crois que le succès de la candidature de Christiane Taubira a aussi révélé cette réalité.

Le succès de Christiane Taubira est évidemment d'abord le succès d'une bonne candidate qui a parlé d'un certain nombre de sujets qui n'étaient pas assez évoqués par les autres, qui a je crois, développé de façon pertinente et claire ses conceptions de femme de gauche, républicaine, attachée à un certain nombre de questions sociales. On a quand même pu constater dans l'analyse fine par bureau de vote, qu'elle faisait un score qui n'était pas sans lien avec la présence de populations notamment issues des départements d'outremer et j'ai vu cela y compris dans ma propre commune - Aulnay-sous-Bois - dans le quartier qui est proche du grand hôpital et où vivent beaucoup d'employés d'origine antillaise. Je crois que d'une certaine façon, ce risque de rupture - qu'elle n'a pas incarné car elle n'a pas fait une campagne communautaire - mais il y a eu un phénomène d'identification qui s'est porté vers elle et qui a renforcé le simple poids de son étiquette politique. Nous savons qu'à part quelques régions, quelques circonscriptions du sud ouest, il n'est pas forcément très porteur par exemple dans la région parisienne.

Il nous faut rapprocher ce type d'évolution d'un autre vote communautaire, qui est le vote populiste nationaliste, qui est le vote d'extrême droite et qui fait qu'un certain nombre d'hommes et de femmes qui se sentent désemparés par les évolutions de notre société, qui ont le sentiment que le peuple français ne maîtrise plus tout à fait son destin, qu'il a à subir de l'extérieur - soit de Bruxelles, soit de la mondialisation - des changements, des décisions, dont il n'a pas pu véritablement débattre, et bien cela laisse un espace à un vote « lepéniste » chez nous - ou Haider en Autriche ou récemment aux Pays-Bas - qui se présente comme un vote de recours, de

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

protection, de proximité et d'identité. Je ne fais pas un parallèle absolu entre les deux. Je ne dis pas que évidemment que le vote pour Christiane Taubira est été un vote de repli, de refus des autres et de fermeture communautaire. Je dis qu'il faut quand même que nous fassions attention au fait que, si certaines préoccupations ne trouvent pas leur place et si certaines identifications ne sont pas exprimées dans le champ de la vie politique républicaine, il y aura la recherche de ces préoccupations et de ces identifications chez celles et ceux qui se démarqueront de la République. Ils se présenteront alors comme dénonçant les hypocrisies ou le vide de contenu du discours républicain.

Je voudrais maintenant essayer de voir avec vous ce que finalement l'on peut attendre ou vouloir de l'apport particulier des Noirs dans la vie politique. Finalement là, il y a deux conceptions possibles. Il y en a une et je crois qu'elle est incontestable. Je commencerais par la défendre et qui consiste à dire que nous ne souhaitons pas qu'il y ait davantage de Noirs dans la vie politique parce que nous penserions que les Noirs en tant que tel, vont mener une meilleure politique mais simplement parce que nous considérons que c'est une question d'égalité. C'est un débat qui avait lieu déjà à propos de la parité et de la place des femmes dans la vie politique. Certains et certaines ont développé l'idée que c'était non seulement une question de justice mais que cela bouleverserait complètement les pratiques politiques parce que les femmes auraient une intuition différente, une approche plus nature, plus pragmatique, seraient davantage dans le domaine de la proximité. Il peut y avoir des explications sociologiques à cela parce que souvent les femmes sont confrontées dans nos sociétés, à la double contrainte de la vie professionnelle et des responsabilités familiales etc. Mais on voit bien que si l'on pousse ce raisonnement à l'extrême, on finit par théoriser le fait qu'il y aurait une spécificité, une essence par nature différente des femmes et des hommes. Cela peut finir par devenir dangereux surtout d'ailleurs si on transpose le même type de raisonnement à des communautés en fonction de leur origine, de leur couleur de peau.

Evidemment le contre argument était facile à présenter. Madame Thatcher n'a pas fait preuve d'une souplesse, d'une féminité particulière dans sa façon de gouverner. Donc des règles connaissent des exceptions et je crois que les gens qui ont soutenu Madame Thatcher, ne l'ont pas soutenue parce qu'elle était une femme mais parce qu'elle représentait, à un moment donné, un courant politique libéral dont ils pensaient qu'il fallait le porter aux responsabilités, avec toute sa fermeté d'ailleurs face à des gouvernements travaillistes et à des syndicats qui les avaient précédés dans la vie britannique, etc.

Je pense donc dans un premier temps, il est absolument normal que nous insistions sur le fait que, si nous voulons que des Noirs soient plus présents dans la vie politique, c'est un peu pour les mêmes raisons qui font que l'on est attentif par exemple quand on crée un gouvernement à ce qu'il y ait un Alsacien, un Breton. Parce que c'est aussi un signe que tous sont représentés et ont leur place mais ensuite nous ne demandons pas à ce que l'on attende de ces hommes politiques parce qu'ils sont Alsaciens ou Bretons ou Noirs qu'ils soient particulièrement meilleurs que les autres.

Nous demandons qu'ils soient simplement choisis pour leurs compétences et juger sur les résultats de leurs actions ou sur l'opportunité de leurs valeurs, des conceptions qu'ils vont défendre de façon tout à fait équitable et égale sans indulgence, ni sévérité particulière. Je crois qu'il y aura des hommes politiques Noirs honnêtes et malhonnêtes, des fiables et des opportunistes et pour reprendre l'exemple que je mentionnais au départ de Paul Botton, il y a eu cette semaine dans la presse britannique, en particulier le grand journal de gauche « The Guardian », un portrait très sévère sur l'évolution politique de Paul Botton, se félicitant à la fois de ce que son entrée au cabinet représentait sur le plan symbolique et le traitant par ailleurs comme un homme politique ordinaire faisant remarquer qu'il venait de l'aile gauche, très gauche du parti travailliste et que finalement par opportunisme, il était devenu très libéral et très « blairiste », critique que l'on aurait pu faire de n'importe quel autre homme politique du parti travailliste d'aujourd'hui. Beaucoup d'entre eux ont suivi le même trajet, étaient très proches des conceptions radicales, révolutionnaires et syndicalistes il y a quinze ans et aujourd'hui parce que le vent est différent au sein de leur formation, sont plutôt sur les positions que nous connaissons de Tony Blair. Cela doit être un point de départ et une sorte de base de principe de notre approche de la présence des Noirs dans la vie politique.

Nous ne voulons pas entretenir d'illusions. Nous ne voulons pas d'indulgence particulière. Nous voulons l'égalité, toute l'égalité. Comme l'a dit Paul Botton lui-même : « Je ne suis pas un Ministre Noir. Je suis un ministre qui est noir. Je ne veux pas être jugé en tant que ministre quoique je sois Noir et que je n'ai pas à m'en excuser et que cela représente évidemment un symbole important pour toute une partie des habitants et des citoyens de notre pays ». Mais je voudrais quand même plaider une seconde vision peut-être plus risquée mais qui me semble assez stimulante et qui serait de dire que les Noirs peuvent aussi s'inscrire dans une autre perspective et une ambition un peu particulière pour ce qui est de leur participation aux responsabilités politiques. Parce que encore une fois si nous demandons à être jugés et traités équitablement et comme n'importe quel autre responsable, nous sommes aussi un peu tous héritiers de Toussaint Louverture, de Martin Luther King, de Nelson Mandela, de Léopold Sédar Senghor, de Aimé Césaire, de ces hommes et il faudrait aussi citer les femmes, qui se sont battues pour l'émancipation des Noirs, qui se sont battues pour que l'universalité s'applique à tous et de ce point de vue, je crois que nous devrions longtemps garder un devoir de fidélité à leur combat et à l'universalité des conceptions qu'ils ont représentées..

Qu'est-ce que cela pourrait signifier aujourd'hui ? Peut-être que au-delà des différences politiques normales qui existeront entre nous, certains dans des formations de droite, d'autres dans des formations de gauche et au sein même de ces deux camps avec des nuances et des différences qui seront normales, peut-être une attention particulière peut être quand même portée à l'universalité des décisions politiques, au fait de rester attentifs aux conséquences pour les faibles ; pour ceux qui sont exclus évidemment pour les hommes et les femmes de l'immigration, mais d'une façon générale pour ceux qui sont maintenus en marge de la société, je crois que ceux-là nous devrions dire et proclamer que nous faisons une sorte de devoir ou

d'ambition en tous cas. Peut-être aussi une attention particulière à l'évolution des relations entre notre pays et le monde, et le monde pauvre, et le monde désavantagé et en particulier évidemment le continent africain, mais pas seulement mais aussi le Bangladesh, mais aussi le Timor. Je crois que cela aussi ce serait servir de façon honorable et ambitieuse l'héritage qui est le nôtre en tant que responsable politique noir, quelque soient nos origines. C'est-à-dire cette idée que précisément si nous avons voulu nous engager en politique et même si nous le faisons par exemple aujourd'hui au côté d'une association d'entrepreneurs, parce que nous estimons que le combat qui est mené justement pour montrer que la place des Noirs dans la société ne peut pas se réduire à la musique, au sport, aux variétés mais qu'elle doit aussi s'illustrer dans la vie économique.

En même temps je crois qu'en tant que responsables politiques, nous devrions justement dans ce moment où l'économie a tendance à tout envahir et en particulier l'organisation du monde, être porteur de l'idée qu'il faut un monde qui ne soit pas porté que par les valeurs économiques, mais qui soit porté par des conceptions humaines, par des visions de sociétés, de civilisations et de relations entre ces civilisations. Dans ce monde de l'après 11 septembre, nous devrions par exemple être porteur de l'idée qu'il faut non seulement gagner les batailles contre le fanatisme, les batailles de la guerre contre le terrorisme, mais aussi gagner la bataille de la paix. On ne construira de monde juste et sûr pour tous les peuples que si justement ce monde est vraiment un monde où tous les peuples ont leur place et qu'aujourd'hui nous avons peut-être atteint les limites d'une évolution où on pouvait s'imaginer que, finalement tant que le marché est solvable pour un tiers de l'humanité, on pourra se passer des deux autres tiers. Qu'il s'agisse de l'immigration, qu'il s'agisse de la fascination pour Ben Laden, qu'il s'agisse de la vulnérabilité finalement de nos sociétés, nous mesurons à quel point soit nous fabriquerons un nouveau modèle de développement international - où le Nord sache aider le Sud à trouver les voix d'une ascension, d'une prospérité partagée - soit nous irons de déconvenues en déconvenues vers des confrontations non seulement violentes et meurtrières, mais de plus en plus destructrices sur le plan même des valeurs humaines qui caricatureront ce que devraient être les relations entre les différents continents et les différentes civilisations. Nous devrions essayer d'être dépositaires de cette idée universelle d'humanité qui aujourd'hui est un peu trop passer derrière l'idée d'universalité du marché.

Cette « black attitude », politique française mais pas seulement, j'aime à penser que ce n'est pas qu'un hasard qu'au sein de l'administration américaine, Collin Powell est du côté de ceux qui recherchent plutôt les solutions politiques face à d'autres qui sont plus enclin aux solutions brutales. C'est sans doute qu'un effet de hasard mais peut-être pas que un effet de hasard que ce fils de jamaïcain venu du sud d'un monde pauvre soit plus attentif et plus enclin justement au sort des autres peuples que ne le sont des hommes politiques qui sont issus plus classiquement de la société ou de la bourgeoisie américaine.

Il y aurait une espèce de marque spécifique qui pourrait se manifester à travers des initiatives, pourquoi ne pas créer, avec AFRICAGORA par exemple, une plate forme

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

qui permettrait de dépasser les clivages politiques mais peut-être aussi avec le concours d'un certain nombre d'intellectuels, d'écrivains, et pourquoi pas aussi de personnalités du monde du sport et de la musique.

Pourquoi, ne pas créer un prix Toussaint Louverture que nous décernerions avec une attestation particulière pour les mettre en valeur, à des hommes et des femmes politiques noirs.

Cette année cela aurait pu être évidemment Christiane Taubira, comme il y a quelques années Koffi Anan, mais où nous illustrerions aussi d'ailleurs, cette volonté universelle en le délivrant peut-être à Tokia Saifi, à d'autres hommes et femmes qui font avancer dans notre société, cette idée d'universalité.

Je crois qu'il faudrait nous tourner plus spécifiquement vers les jeunes vers ces nouvelles générations pour qui, il y a un vide aujourd'hui dans la représentation qui s'offre à eux du pays, pour essayer de donner un peu visibilité et un peu d'espoir, y compris à cette jeunesse qui fait un peu les frais, en terme de discours, des préoccupations sécuritaires.

Je crois moi, que les gestions de sécurité sont des questions très sérieuses, qu'il faut sans doute les traiter avec plus de vigueur, qu'il faut un rappel à la règle qu'il faut que chaque délit trouve sa sanction, plus rapidement, plus efficacement que cela n'a été le cas jusqu'à présent, mais nous savons tous que s'il faut d'un côté le bâton, il faut aussi de l'autre côté l'espoir, il faut aussi à côté un message qui dise qu'il y a une aide, une main tendue, il faut qu'il y ait une place dans la société pour ces jeunes qui vivent dans les cités, qui vivent dans des situations difficiles et qu'il y ait un monde adulte, des institutions, des responsables politiques qui ne sont pas uniquement dans des attitudes de méfiance et de rejet, mais qui adoptent aussi une attitude éducative, même si parfois cette éducation doit passer aussi par de la générosité, par de l'ouverture et par de l'identification positive.

Il faudrait peut-être que nous organisions dans les mois qui viennent une tournée, comme vous l'avez fait vous même d'ailleurs il y a quelques temps dans les villes de province où vous êtes très bien implantés où, nous inviterions des élus noirs des hommes entreprises noirs, où nous pourrions peut-être aussi inviter aussi, à chaque étape des figures internationales, quelques collègues du parlement européen issus des immigrations et qui sont devenus des responsables dans leur pays. Peut-être Paul Botton un jour pour parler pourquoi pas de sécurité. Après tout, il a été ministre de l'intérieur lui aussi et s'est occupé de la coordination des politiques d'immigration entre l'Angleterre et la France - ou pour parler de politique économique, puisque vous êtes une association d'entrepreneurs et qu'il est l'un des membres du ministère des finances de son pays.

Faisons preuve d'un peu d'imagination et essayons de retourner finalement de façon positive cette question du retard de la France pour montrer que ce retard nous nous y attaquons, nous essayons de faire avancer les choses. Nous pourrions de cette façon lancer un appel aux jeunes en leur disant que l'heure n'est pas à cultiver la rancœur, le sentiment d'exclusion mais à se battre, à s'engager, qu'ils trouveront des aînés à leurs côtés pour mener cette bataille. Elle sera farouche, nous rencontrerons incontestablement beaucoup de résistance mais elle peut être payante.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Ce qui s'est produit dans d'autres pays pourra aussi se produire ici avec je l'espère cette particularité que pour nous se sera une façon de refaire vivre les idéaux de cette république universelle qui avait abolie l'esclavage, malheureusement rétabli ensuite sous l'empire et qui la à nouveau aboli une deuxième fois en 1848 mais n'oublions pas que, quand il a été aboli une première fois sous la révolution française il aurait fait de la France une lumière d'espoir aussi pour les peuples noirs.

J'aimerais que notre République redevienne une source de lumière et d'espoir pour tous les Noirs de notre pays. Je vous remercie

### **Dogad Dogoui**

Merci à Harlem Désir pour cette brillante introduction, pour ce tour d'horizon. Nous lui avons demandé de nous dire quelques mots de sa vision. Et, au-delà de quelques mots, il nous a donné des idées, une vision et son approche.

Nous allons rentrer dans le vif du sujet, mais je voudrais vous annoncer que nous sommes en train de préparer pour la jeunesse le premier Forum Africagora de la jeunesse le 28-29 septembre 2002 en région parisienne, et pour ce faire, l'idée est de réunir des jeunes Noirs issus des migrations africaines et caribéennes, avec le concours des villes encore une fois de gauche, droite, du centre, de divers gauche et divers droite, de centre gauche, de centre droit et j'en passe. Nous sommes donc en train de contacter 600 communes de France pour leur demander de nous aider à faire venir en région parisienne des délégations de 15 ou 20 jeunes par commune, engagés dans la vie citoyenne. Il y a des villes qui (comme Amiens) nous ont déjà répondu qu'elles étudiaient la constitution de leur liste de jeunes noirs.

Je voudrais demander à nos intervenants de cette première partie de bien vouloir se mettre en place : **Bassi Diarra**, Maire-adjoint d'Achères (Yvelines), **Eugène Ebodé**, Ecrivain et conseiller municipal de Villepreux (Yvelines), **Madeira Diallo**, Responsable à la section Paris 19<sup>e</sup> de l'UDF, **Charles M'Ba**, Expert-comptable et ancien président du Club Diallo Telli, **Sega Doucouré**, du RPR, **Gaspard-Hubert Lonsi Koko**, Secrétaire de section au Parti Socialiste, **Jean-Félix Mouloungui** de Démocratie Libérale, **Louis-Mohamed Seye**, Conseiller municipal à la jeunesse de Fontenay-sous-Bois, **Pierre Tavarès**, chargé de mission au cabinet du maire d'Epinaux-sur-Seine. Les débats seront conduits par **Florence Dini**, de Amina.

Compte tenu du faible nombre de réponse des 17 formations politiques que nous avons conviés (et dont vous avez la liste dans vos programmes) à venir nous expliquer ce qu'ils comptaient faire en tant que partis politiques pour améliorer la place des Noirs au sein de leur formation et leur accession à des postes de responsabilité, soient présents dans les sections, dans les organes directeurs.

Stéphane Pocrain, qui avait 3 réunions ce matin pour sa campagne aux législatives, vous transmet ses salutations et ses excuses de ne pouvoir être des nôtres ce matin. Je dois dire la vérité que nous avons reçu un courrier du Parti radical de gauche dont le président s'est excusé de ne pouvoir être représenté ce matin. Comme Harlem Désir l'a dit, il y a des risques que l'on passe par des virages de communautarisme affiché.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Je crois que pour n'y ait pas demain un parti noir qui se présente aux législatives aux élections régionales ou cantonales, il faut que les formations politiques existantes ou futures acceptent la mixité ethnique. Je passe la parole à Florence Dini, journaliste à Amina, que je remercie de continuer à nous soutenir.

### **Madame Florence Dini, journaliste au magazine féminin Amina**

J'anime ici un débat politique mais mon magazine n'est pas vraiment spécialisé sur les questions politiques. Nous au niveau des femmes africaines, nous parlons plutôt de parité. Nous voulons participer avec des femmes à la gestion de la cité parce que nous pensons qu'il faut des regards masculin et féminin pour la bonne conduite des affaires. J'ai plaisir à donner la parole en premier à mon ami Sega Doucouré, qui a contribué à la réélection de Jacques Chirac avec sa fédération de migrants.

### **Monsieur Séga Doucouré (RPR), Président de l'association « Le Rassemblement des communautés françaises africaines »**

Bonjour à tous, je tiens à remercier le président Dogoui, mon amie Florence Dini et tout simplement Africagora qui a eu le courage et l'audace d'organiser et d'aborder des sujets comme les Noirs dans l'action politique en France .

Je voudrais en profiter aussi pour saluer les amis et compagnons qui m'ont accompagnés au nom de l'association que nous avons l'honneur de diriger : à savoir le rassemblement des communautés françaises africaines. Tout d'abord, j'espère que dans cet œcuménisme se dégageront des spécificités.

Je voudrais dire également que la tâche que le président Dogoui m'a assignée n'est pas si facile que cela parce que succéder au micro à une personnalité comme Harlem Désir n'est pas si facile et je tiens aussi à le saluer, malgré nos différences, je pense que ce sont des hommes comme lui qui ont permis l'irruption de notre communauté dans la politique française. Peu importe les différences, je voudrais quand même le saluer parce qu'il a fait honneur à notre communauté à notre peuple à un moment donné de l'histoire de la France, histoire qui n'est pas achevée. Harlem continue, on est avec toi.

Par contre, à la différence de Harlem Désir, je suis obligé de me présenter, je m'appelle Séga Doucouré. Je suis originaire du Mali, je suis en France depuis 31ans. J'en ai 49, vous avez vite fait la différence donc je suis en France depuis l'âge de 18 ans et je suis arrivé ici parce que je suis né dans un petit village au fin fonds du Mali, dans la région de Cayes, d'ou vient le président actuel, à savoir Alpha Oumar Konaré qui bientôt va céder la place à un autre élu de manière démocratique le 8 juin. Je voudrais saluer ici Kadiatou Konaré, sa fille, qui est une véritable amie.

Je suis né au fin fonds du Mali et comme je n'étais pas si mal que cela à l'école et comme dans les années 60, le Mali a eu son indépendance le 22 septembre, les villageois n'aimaient pas beaucoup l'école, j'ai été encouragé en cela par un cousin qui lui est arrivé en France dans les années 63 et a continué à envoyer mes livres, mes cahiers, mes crayons et arrivé à un moment donné, il a vu que j'étais un bon élève, il a compris qu'il fallait que je vienne auprès de lui. Je suis arrivé ici en 1971, j'ai allié travail et études. Je me suis marié ici, j'ai fondé une famille.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Je suis père de 3 enfants (deux garçons et une fille de 19, 16, et 11 ans) donc des enfants qui sont nés ici et que j'ai fait en sorte de ne pas oublier qu'ils sont d'origine malienne mais je fais en sorte qu'ils vivent aussi leur nationalité française comme chaque citoyen français, parce que j'ai moi-même eu envie qu'ils se sentent Français pour qu'un jour, ils jouent à leur tour un rôle et qu'ils aient ni de complexes ni de gêne à le faire car l'action politique commence tout jeune.

Comment suis arrivé au « Tapis rouge » comme on l'appelle communément, le QG de Jacques Chirac pendant 3 mois, à animer une cellule qui s'appelle « Cohésion nationale et Intégration » où j'étais au côté d'autres communautés issues de l'immigration comme les Maghrébins et les Asiatiques à animer cette cellule car malgré l'histoire, M. CHIRAC a pensé que la France avait changé et que les élections en France se gagnent aussi avec l'apport des communautés issues des migrations.

Il ne faut pas oublier que mes enfants et vos enfants sont arrivés à l'âge où il faut aller voter et on ne peut pas oublier que nous représentons un fort pourcentage, dans nos régions et départements et que nous faisons et défaisons actuellement les majorités. Oui, nous faisons et défaisons les majorités.

Nous avons animé pendant 3 mois la campagne et nous avons élu le président Chirac et je dis nous l'avons élu, nous autres avec les autres Français mais s'il est passé c'est aussi grâce à nous, car il fallait tout simplement que le président Chirac passe le premier tour ce qui n'était pas si évident que cela. Nous avons dit que si ce n'était que notre tout petit pourcentage qui s'était ajouté à d'autres peut-être que l'on aurait trouvé au deuxième tour Monsieur Jospin et Monsieur Le Pen ou Le Pen quelqu'un d'autre.

Comment suis-je arrivé au QG ? Tout simplement parce que je me suis engagé dans l'action politique à la base. J'ai pensé que au niveau de mon travail, dans le quartier, dans la ville, il fallait que je m'intéresse à mon environnement immédiat. A savoir, l'environnement de mes enfants à l'école m'intéresse, ceci à travers les associations de parents d'élèves.

Il faut que dans ma cité, je m'intéresse à la vie de tout mon environnement immédiat. Il faut que dans la ville, je m'intéresse à l'élection du maire, le premier magistrat de la ville et que je sois comme tous les autres à surveiller ce qu'il fait. Un maître me disait qu'avant d'exister sur le national, essaies d'exister localement, c'est important. Je suis arrivé à un moment où le maire a pensé que je lui étais indispensable et j'ai fait en sorte d'être indispensable au maire de part mes activités. Me rendre utile dans mon département et aux élus de mon département, car il faut faire en sorte que l'action que l'on mène dans son environnement immédiat soit une action utile.

Ainsi au moment des élections, on est venu me chercher, de part mes choix politiques, car je suis militant RPR, je suis engagé et je disais un jour au président Dogoui que c'est une chance pour notre communauté que chacun selon ces choix, selon ces convictions se détermine, c'est même une chance que nous soyons quelques uns à gauche, d'autres à droite, d'autres au centre parce que, comme disait

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Harlem Désir tout à l'heure, je pense qu'à un moment donné, nous serons obligés de nous retrouver comme dans le cadre aujourd'hui.

Nous avons d'autres centres d'intérêt à défendre, où il était nécessaire, et il est toujours nécessaire que nous nous retrouvions pour débattre de tout cela, sur le plan national, Harlem l'a même élargi car il a parlé du cas de l'Angleterre, des Etats-Unis et d'ailleurs. Forcément, un jour où l'autre nous serons obligés de nous retrouver pour débattre de l'essentiel de notre communauté, et je remercie le président Dogoui de nous avoir offert cette opportunité. Il faut être dans le débat politique aujourd'hui car nous avons maintenant l'avenir de nos enfants à défendre. On peut toujours tendre la main et demander, mais nous avons pensé que c'est par l'action politique qu'à un moment on peut être aussi dans la position de décideur et je pense que le moment est venu de jeter les bases pour que nos enfants soient dans cette position.

Pour être dans cette position, il faut tout simplement s'engager. Il y a une possibilité. On peut certes être actif dans des mouvements noirs comme Harlem Désir l'a proposé avec la création d'un prix Toussaint Louverture. C'est ce que l'on appelle le mouvement noir, mais je pense que chacun peut garder sa spécificité. Chacun peut faire en sorte que dans sa famille politique, en se battant pour ses convictions et ses choix, il existe et se fasse la place à laquelle il a droit. Il y a deux possibilités : soit on se bat et on arrive au sommet comme tout autre militant, soit, on nous accorde une place particulière, mais j'ai lu dans un document sur le président Dogoui, qu'il n'était pas pour la politique des quotas. C'est un débat. Nous avons chacun, les uns et les autres, notre point de vues. Pendant longtemps en France, on a dit que les femmes avaient droit à des places et on a été obligé de passer par la législation. Je sais qu'il y a d'autres intellectuels aujourd'hui qui posent la question de notre représentativité sous cette forme là. Mais c'est un long débat.

Ce que je dis, c'est que l'avenir de nos enfants est dans les cités. Ma proposition est la suivante : si on veut aussi arriver à trouver notre place dans cette communauté française, ouverte aujourd'hui, c'est par l'action politique. Nous, nous sommes ce que l'on peut appeler, la génération immigrée qui se substitue à un moment donné, mais c'est l'histoire qui l'a façonnée comme cela, à cette génération Mitterrand, d'où j'estime que des hommes comme Harlem Désir sont sûrement le produit. Il nous a cité l'exemple et j'allais aussi les citer - Fodé Sylla, Tokia Saïfi, Roger Bambuc et d'autres - je pense que ce sont des épiphénomènes et qu'à un moment donné il fallait un symbole et, nous n'avons plus besoin actuellement de « Noirs alibis ».

Il faut que ce soit des Noirs qui méritent leur place et qui sont arrivés là comme Tokia Saïfi parce qu'elle s'est battue à un moment donné. On est allé la chercher car elle méritait la place. Je regrette qu'à un moment donné, il y a des hommes comme Senghor et d'autres qui ont existé en France et qui sont disparus dans l'anonymat complet. Si ce n'est leurs écrits qui resteront pour que l'on sache qui ils ont été et qu'ils ont été utiles à la France. Je pense qu'à chacune de nos réunions, nous devons le dire. Il faut que nous puissions les associer à nos réflexions car cela peut arriver à chacun des nous qu'après avoir été aussi actifs et aussi utiles à la France, nous disparaissions dans l'anonymat.

Nous regrettons qu'aux obsèques de Monsieur Senghor à Dakar, il n'y ait eut aucune figure importante de la France pour honorer sa mémoire. J'espère que je n'ai pas été trop long. Merci beaucoup.

### **Madame Florence Dini**

Avant de donner la parole à Bassi Diarra, le prochain intervenant, j'aimerais saluer deux personnes qui ont compté dans ma formation civique. La première est Harlem Désir. J'ai été en effet militante de son association au début des années 80, à SOS Racisme. C'était un bon exemple pour les jeunes que nous étions à l'époque, de son combat et si nous sommes là aujourd'hui, ce n'est pas tout à fait un hasard. Je voudrais aussi saluer une deuxième personnalité qui compte beaucoup pour moi. Il s'agit du Professeur Kapet de Bana avec qui on a mené un combat exemplaire, il y a une dizaine d'années en faveur de la démocratisation de la vie politique africaine. Le prochain intervenant nous vient aussi du Mali mais d'une autre sensibilité - les Verts. Il s'agit de Bassi Diarra, Maire adjoint chargé de la citoyenneté de la ville d'Achères.

### **Monsieur Bassi Diarra, Maire Adjoint (Verts) de la Ville d'Achères**

Bonjour, je suis Bassi Diarra, Maire Adjoint chargé de la citoyenneté à Achères, petite commune des Yvelines, entre Saint-Germain-en-Laye et Poissy, deux grosses villes de droite. Achères est une toute petite ville communiste de 20 000 habitants. Quand je suis arrivé dans cette ville, il y a six ans, j'étais « sans-papiers ». Je sortais de prison car je n'avais pas de papiers et je n'arrivais pas à régulariser ma situation administrative. En 1995, on était en pleine problématique des élections présidentielles. On arrivait en France à une vague d'anti-immigrés, d'une montée de Front National et d'autres hommes politiques commençaient à vouloir emprunter quelques thèses du Front National. Tous les hommes politiques, de gauche comme de droite, commençaient à dire qu'on n'avait pas de solution pour le chômage et de l'autre côté, un autre parti disait qu'il y avait trois millions de chômeurs et trois millions d'immigrés. La solution était toute trouvée. Ce sont des choses qui portent.

A cette époque, j'arrivais du Mali et devais faire des études de médecine. Arrivé en France en 1989, on m'a proposé d'être plombier dans une école professionnelle où durant les cours de mathématiques, de physique ou de français, les professeurs venaient me voir car ils ne comprenaient pas ce que je faisais là. Moi-même, je ne comprenais pas ce que je faisais là. Car j'étais vraiment perdu dans ces problèmes administratifs. Ce n'est pas évident pour un jeune Africain qui débarque en France. Voilà le contexte dans lequel je me suis retrouvé en essayant de trouver en même temps des solutions à mon problème administratif et en essayant également de faire des études. En 1995, on était dans un contexte de ce type et moi j'ai fait deux centres de rétention administratifs. C'est à dire que j'ai été arrêté par la police deux fois de suite (deux fois sept jours). Je ne comprenais pas comment cela se passait. En prison, j'ai découvert les « Lois Pasqua ». Cela a changé ma vie et toute ma conception. J'ai fait un sacrifice car j'ai tiré un trait sur ma vie estudiantine. J'ai complètement arrêté les études et suis sorti dans la rue. J'étais à Saint-Bernard, Aboubacar est devenu mon ami, Madigène Cissé aussi. Dans les Yvelines, j'ai organisé toutes les personnes sans papiers. Je les ai fait participer à une association

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

qui s'appelle le « Collectif étrangers Français en Yvelines » qui centralisait toutes les données concernant l'immigration et qui essayait de négocier à l'époque avec la préfecture de Versailles. Cela a été très difficile. En 1995, je me suis marié, j'ai eu deux enfants et j'ai continué mes démarches administratives. J'ai été régularisé.

Je ne me suis pas arrêté là. L'histoire de Saint-Bernard m'a permis de faire une photographie des partis politiques en France. Au passage, je voudrais signaler que j'ai rencontré pratiquement tous les hommes politiques de gauche : Strauss-Kahn qui était pressenti à l'époque comme ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré et d'autres. De toutes ces formations politiques, celles que j'ai vu le mieux avec le plus de sincérité et de rigueur, mais peut-être avec un peu plus de démagogie, c'était « les Verts » qui eux étaient présents sur le terrain. Notre but était de mettre en cause une loi qui était une injustice devant laquelle nous n'avions aucune solution.

Voilà comment je suis rentré en politique et voilà comment d'un « sans-papiers » malien, je suis aujourd'hui Président de la fédération de la Ligue des Droits de l'Homme dans les Yvelines et également Maire adjoint chargé de la citoyenneté à Achères. Je continue mon action de proximité.

Je suis chargé de mettre en place tous les processus de consultations populaires notamment les « Conseils de quartiers », les « Conseils des jeunes et d'enfants ». Il y a plein de choses à dire. Mais je m'arrête là et je vous remercie.

**Gaspart-Hubert Lonsi Koko, Secrétaire de la section François Mitterrand du PS dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.**

L'eau va toujours à la rivière, on ne peut pas renier nos origines et nos racines. Moi, si je suis venu en politique, cher Harlem, toi et Kofi Yamgane, vous y êtes pour quelque chose. Saches que dans tout mon cheminement politique au sein du PS, tu y es pour quelque chose. Je suis originaire de Kinshasa. Je suis arrivé au socialisme par déception. C'était lors de la deuxième cohabitation de 1993 et j'ai décidé de voir les choses de l'intérieur. Quand je suis arrivé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris où il n'y avait aucun Noir au PS, personne n'aurait misé un centime sur moi. Aujourd'hui, je suis secrétaire de section. La politique se fait aussi par des symboles et je m'exprime en mon nom personnel. Tant que l'on ne comprendra pas que la politique c'est avant tout un rapport de force, nous pleurnicherons tout le temps. Il y a des moments où il faut savoir prendre le taureau par les cornes. Il y a des moments où il faut cesser de se lamenter et passer à l'action. Il faut aller dans des associations et dans des partis politiques. Il ne faut pas attendre que l'on vienne vous chercher car quand on vous donne quelque chose, on peut vous le retirer plus facilement. Alors que quand vous vous êtes battus pour obtenir quelque chose, vous vous battez toujours pour garder ce privilège. Cela passe par la jeunesse qu'il faut inciter à s'inscrire dans les partis politiques pour dire ce qu'ils pensent. Nous sommes tous dans le même bateau. Composons ensemble en attendant qu'il y ait d'autres bateaux pour pouvoir avoir chacun son bateau. Mais pour l'instant, nous vivons la même galère. Nous connaissons les mêmes problèmes. Il est de notre devoir d'être solidaires. Nous devons être partout dans la mesure du possible. Faisons en sorte que nos différences d'origines deviennent à un moment donné des

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

complémentarités. Je soutiens fermement que je ne suis pas pour le communautarisme. Mais que reste-t-il ? Si ceux qui sont censés nous intégrer, nous rejettent. Nous ne devons pas non plus ignorer nos origines. Quand on ne sait pas où l'on va, on n'oublie pas d'où l'on vient. Faisons en sorte que cette France qui est plurielle reste indivisible. Je crois beaucoup en cela et je pense que nous y arriverons. Au commencement était l'action et l'action engendrera le progrès. Merci.

**Jean-Félix Mouloungui, Consultant en communication politique et chargé de mission à Démocratie Libérale.**

Il est difficile d'intervenir après d'illustres orateurs. Je vais essayer de faire de mon mieux. On doit dire bravo à Dogad Dogoui pour son initiative en espérant que cela aboutisse. Nous sommes tous ensemble et c'est ce que je voulais dire en premier. Je suis français d'origine gabonaise. Je suis juriste de formation. Je suis marié. Ma femme est blanche et j'ai quatre enfants. Je suis chef d'entreprise. C'était tabou de voir un Noir à droite. Quand on a terminé sa thèse en droit, pour ceux qui ne repartent pas, ou qui partent et qui reviennent, même avec la nationalité française, on vous mets tous au Centre français de droit comparé, rue Saint Guillaume en face de Sciences Po. Mes engagements à droite sont depuis la faculté de droit. J'habite à Mantes-la-Jolie, ville qui rassemble la France avec une partie rurale et une urbaine. Ainsi, je pense que Mantes-la-Jolie est un laboratoire des problèmes que nous rencontrons en France. A droite aussi ce ne sont pas des alibis mais on reconnaît les compétences et la talent. L'esclavage et le colonialisme ont été des péchés originels de la France. La classe politique française maintient une attitude de négation préférant condamner Le Pen et ses partisans plutôt que de chercher le moyen de combler l'immense fossé qui séparent les différents groupes ethniques.

L'aveuglement des autorités face aux problèmes raciaux, conjugué au caractère ultra méritocratique du système d'enseignement, a fait obstacles à toutes velléités d'intégration prioritaire pour les minorités. Si on trouve des Noirs sénateurs, députés ou ministres sous la quatrième république, ils l'ont été dans le contexte colonial. La cinquième république avec le Général de Gaulle n'a pas été en reste, François Mitterrand non plus. Qu'en est-il aujourd'hui des descendants d'esclaves, des immigrés qui ont fait le choix d'être Français ? Les succès visibles sont ambigus quand ils enferment les Noirs dans les métiers qui font appel aux dons et aux talents naturels, c'est-à-dire la musique et le sport, et non à des qualités intellectuelles. Le risque de ce modèle est de confiner le Noir dans le statut de « bon sauvage » qui court et qui chante. Il conviendrait aussi de montrer le Noir dans une position sociale exemplaire, à la tête d'entreprises, en professeur d'université comme le professeur Kapet de Bana, des avocats, ils existent. Mais les médias préfèrent des caricatures plus pittoresques qui entretiennent l'image d'Epinal.

Enfin, on s'étonne de ne jamais voir des Noirs Français ni au gouvernement, ni au parlement. Pas plus à gauche qu'à droite, la discrimination ethnique en France est plus subtile et culturelle. Par leurs discours angéliques, je vais faire un peu de polémique, leurs actions démagogiques menées depuis la Marche des « Beurs » en 1983, les gouvernements socialistes successifs ont contribué à créer une véritable séparation au sein de la République française entre les villes et les banlieues, entre

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

les Français de souche, d'Outre-mer et ceux d'origine étrangère, entre les racistes et les anti-racistes., entre la bonne conscience et la culpabilité. Cette vision de renforcement des différences a contribué à créer et à renforcer un communautarisme conflictuel. Le plus dur, c'est d'affronter les regards de haine, de mépris et de crainte car ce ne sont pas les immigrés qui dictent les règles du jeu mais le pays d'accueil. Ouvert et accueillant dans l'opulence, contracté et récalcitrant parfois hostile dans la récession, l'immigré dérange dès qu'il n'est plus vu avec un marteau-piqueur ou un balais à la main, qu'il devient voisin ou encore quand ses enfants vont à la même école et ont de bons résultats. Donc, les sources du communautarisme ne sont pas chez les immigrés mais dans la société d'accueil. Si le nouveau gouvernement veut réduire les haines, améliorer l'insécurité, intégrer tous les citoyens dans le modèle républicain, il conviendrait qu'il confie aux Noirs de France, moins de tam-tam et de ballons et plus de sièges d'élus et de ministres. C'est raté pour ces élections législatives. Dans l'attente, saluons l'entrée au gouvernement de la première femme maghrébine, notre sœur d'Afrique du Nord qui n'est pas un ministre alibi. En lui confiant un portefeuille couvrant toute la France, la droite a réalisé ce que la gauche n'a pas fait.

On ne peut pas régler les problèmes en un seul jour. C'est un processus forcément long. La priorité aujourd'hui d'ouvrir un débat complet et honnête sur l'immigration et ces origines. Au vu de la percée de l'extrême droite en France, il faut s'organiser et créer un groupe de pression ou lobby à l'instar des Noirs américains pour éviter toute instrumentalisation et ne pas servir aussi de bouclier humain électoral. Pour terminer, ne faudrait-il pas enseigner la francophonie et son espace dès le primaire par la transmission de la mémoire du passé, nous ferons échec aux spécialistes du raccourci et de la mémoire sélective. Je pense que c'est comme cela que nous y arriverons. Merci

### **Pierre Tavarès, Chargé de mission au Cabinet du maire d'Epinay-sur-Seine**

Juste une mise au point avant de débiter mon propos. Il faut être fier de nos balayeurs. Je me réjouis à la mairie d'Epinay-sur-Seine lorsque je vois le matin des amis et non pas seulement des balayeurs d'origine africaine ou autre et d'ailleurs de plus en plus d'autochtones, ramasser les déchets. Il ne faut pas craindre ceux-là. Ce qui importe toutefois c'est que pour eux, comme pour nous même, dans mon bureau au cabinet du maire, ils franchissent le seuil de la porte comme hommes et avec une égale dignité et avec une égale dignité. Pour moi, que je reçoive le Maire ; Jacques Chirac ou Mamadou Doumbia, il n'y a aucune différence. Je voudrais remercier Dogad Dogoui que je connais de fraîche date, et Florence Dini. Je me réjouis d'être dans la salle Monnerville, probablement pour nous l'exemple le plus éloquent dans l'histoire de la République française à côté de Toussaint Louverture.

Je voudrais initier mon propos en prétextant d'un autre exemple plus proche de nous, peu connu d'ailleurs. A Epinay, en 1932, un jeune homme arrive et épouse une dame du Pas-de-Calais et co-fonde la cellule du parti communiste. En 1935, il est élu comme deuxième Maire adjoint. Très grand militant dans une société de transport, qui est l'ancêtre historique de la RATP.

Lorsqu'en 1992, je m'adresse publiquement aux concitoyens d'Epinay en leur disant qu'en définitive il s'agit d'un Antillais, Félix Merlin, alors que l'une des plus grandes rues de notre ville porte son nom, quel a été l'émoi. Il faut se réjouir de cet exemple-là et moi, je m'inscris dans ce sillage-là. Nous avons une fragilité structurelle, politique, mentale, nous les Noirs. C'est que jamais nous ne faisons de l'histoire.

Aujourd'hui, Dogad Dogoui n'improvise pas. Il initie et reprend à son compte une tradition de longue date. Il faut lui souhaiter bonne chance car notre faiblesse à nous c'est de ne pas tenir dans le temps. Je me souviens et Kapet de Bana va le confirmer la première partie de notre immigration à d'abord été estudiantine. On sait les prodiges qu'elle a accompli tant au plan littéraire qu'au plan politique mais en même temps quand elle est partie, quand elle est rentrée pour accomplir le destin du continent, il n'en est resté que peu de traces. Giscard a décidé avec quelques uns de nos chefs d'Etats de l'époque de supprimer la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) et de créer ainsi, je le crois en tout les cas, le drame que vit notre immigration. Il n'y a plus de tête pensante au moment où la tête n'avait pas de corps, elle a été supprimée. Et avec les lois précisément de Giscard sur le regroupement familial en 1974, on a assisté à une hypertrophie par la base de notre immigration. Aujourd'hui, Dogad Dogoui, la vocation historique que nous devons accomplir, c'est bien celle-là. Donner une colonne vertébrale à notre communauté dont je me réjouis d'être avec vous ce matin. Alors je me présente.

Je m'appelle Pierre Franklin Tavarès. Né à Dakar en 1956, de parents originaires du Cap-Vert, colonie portugaise. Quelques mois plus tard, je rejoins avec ma mère, mon père qui était installé à Abidjan depuis septembre 1948. J'y ai fait toutes mes humanités et à 20 ans je part rejoindre une amie d'enfance installée aux Etats-Unis et nous nous sommes mariés. Je regagne ensuite Paris où j'avais fait une partie de mon lycée. Ma famille a pris une part décisive dans le combat pour la destruction de l'empire colonial portugais, il faut le rappeler. C'est important d'avoir des repères historiques. Félix, Merlin, Cabral, les luttes de libération armée. A Paris, engagé dans le mouvement étudiant, j'ai par vocation naturelle, engagé des études de philosophie que j'ai terminées par une thèse en 1982 à Paris I.

On ne peut pas avoir d'ambition politique si nous-mêmes Noirs, sur les fondamentaux que sont la philosophie et la culture occidentale, nous ne sommes pas au point. Bien évidemment, tout ce que l'on aura, c'est ce qu'on nous aura donné. Je suis quelqu'un d'extrêmement engagé. Lorsque j'ai des convictions, je les conduis jusqu'au bout. J'ai trouvé la gauche à Epinay, je le dis parce que cela a été un enfer et je voudrais que cela puisse servir de leçon à quelques uns. J'adhère au PS en 1988, à la demande du premier adjoint de d'Epinay de l'époque. La prise de parole est la chose la plus difficile mais je ne suis pas sûr que quand Mitterrand ou de Gaulle parlent ils disent des vérités plus profondes que moi-même. J'ai structuré les frères noirs en leur disant : vous êtes des individus à part entière, vous êtes vous-mêmes d'un statut étranger, mais ce n'est pas cela le plus important. Les statuts même du parti prévoient une place aux étrangers. Et puis l'enfer commence. Je soutiens ma thèse et il y avait là une bonne délégation du parti. Je suis fixé comme un adversaire. Je vous le dis chers amis, il n'est pas bon d'être Noir, cultivé et doté de conviction.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

La droite peut le comprendre parce que ces valeurs individualistes font que c'est tolérable et acceptable. A gauche, c'est plus difficile. En 1992, je me propose pour être premier secrétaire de la section d'Epinay. Difficulté immense. Je l'annonce en commission administrative et là tout le monde rigole. Un noir qui veut être premier secrétaire d'une section historique, socialiste qui plus est, doit affronter Bruno Le Roux qui est premier secrétaire de la fédération, ancien directeur adjoint du cabinet de Mauroy et Maire adjoint, chargé de la culture. Chers amis, la partie est difficile, il faut donc me décourager. Finalement la candidature est maintenue. On reste trois mois sans secrétaire. Un compromis est passé et je deviens le second secrétaire de la section socialiste d'Epinay.

En 1995, un nouveau accroc, je démissionne du parti socialiste parce qu'après les années de militantisme, je ne concevais pas que des amis de gauche face référence à ma couleur de peau qui si elle existe pour les yeux, n'existe pas pour la science. Fidèle à mes origines, je suis parti. J'ai co-fondé le Mouvement des Citoyens à Epinay. L'histoire des sans-papiers a fait en sorte que je me suis détaché de Chevènement car j'estimais que ce dont nous avons débattu en comité ne correspondait pas à ce qu'il appliquait.

J'ai fondé mon propre mouvement politique Respublica en 1996. La difficulté avec le PS local était terrible vous imaginez bien que ma carrière professionnelle en a pris un coup. En 2001, Respublica présente une liste d'intérêt local à Epinay. On a surpris tout le monde. On avait une liste plurielle, tricolore. Moi-même d'origine africaine, ma seconde d'origine tunisienne, la troisième du Berry, etc ... Une liste qui correspondait à la commune, et il n'y avait là rien d'exceptionnel. Les RG nous crédite, hypothèse basse de 18 % d'intention de vote. Nous-mêmes Respublica pensions que nous étions légèrement au dessus.

Ce qui crée à gauche une difficulté parce qu'à Epinay la gauche fait en moyenne historiquement un score aux alentours des 55 %. Si la liste de Tavarès fait 18 % en hypothèse basse, 23 ou 24 % en hypothèse haute, cela signifie à gauche que nous sommes la 1ère formation politique. Le maire d'alors fait en sorte que je ne puisse pas déposer ma liste. Je demande alors, deux jours avant le premier tour pour ceux qui ne veulent pas accepter cela, de boycotter en se tenant en réserve de ce premier tour et pour ceux qui veulent y aller malgré tout, inscrivent alors Tavarès sur le bulletin Le Roux, comme message très fort, et qu'ils prennent un document de Tavarès à utiliser comme bulletin de vote. Il y a eu 56 % d'abstention et en même temps en terme de bulletins nuls, nous avons fait 5,25% des suffrages exprimés.

Au second tour, j'ai appelé le candidat de l'opposition UDF en lui disant qu'on allait le faire élire. On a eu trois jours. Et c'est comme cela que la ville d'Epinay/Seine, ville historique pour l'histoire du socialisme, est passée à droite. Elle repose essentiellement sur la géopolitique de la minorité noire mais qui a su, se faire accepter comme une minorité majeure, mais prouver notre poids : si nous décidons de faire tomber un candidat ou de le porter, il gagnera ou perdra. Je vous remercie.

## Harlem Désir

Juste une remarque. Je crois moi qu'il faut quand même que nous soyons attentifs à maintenir justement cette particularité que nous offre cette plate-forme qui est à la fois un endroit où on ne nous demande pas de renoncer à ce que nous sommes pleinement, à la force de nos engagements, de nos convictions mais en même temps peut-être qu'il n'est pas utile de verser dans la polémique excessive d'abord parce que ici chacun est suffisamment assuré de ces propres choix pour qu'il n'y ait pas d'enjeux. On n'est pas en train d'essayer de gagner une voix ou une autre. Il me semble plus intéressant d'éclairer nos propres démarches comme cela a été fait, pour comprendre pourquoi on a décidé finalement de s'engager plutôt dans telle formation à droite ou à gauche, que de déconsidérer injustement le choix des autres. Je voudrais faire deux mises au point. J'ai trouvé un peu injuste ce que Jean-Félix Mouloungui a dit sur SOS Racisme. Assez étrange cette idée que, parce que nous avons mené un combat contre le racisme dont il ne nie pas qu'il soit nécessaire, de dire que c'est nous qui serions à l'origine d'un débat et d'une coupure autour de la question du racisme. Moi, je me souviens que quand nous avons créé l'association, nous avons tendu la main de tous les côtés et certaines mains se sont tendues. Je pense notamment à Philippe Séguin. Je pense à d'autres personnalités de la droite qui étaient pour une attitude très ferme à l'égard du Front National. Malheureusement entre 1986 et 1988, un certain nombre de choses ont été faites. Ce n'est pas ma faute si c'est Monsieur Pasqua qui a parlé de valeurs communes avec le FN, si c'est lui qui a fait le charter pour le Mali, si ce sont les formations de la majorité de cette époque qui ont décidé, pour faire un signe vis-à-vis de l'électorat du FN, de remettre en cause le droit du sol, dans le code de la nationalité. Il est vrai qu'à partir de là, il y a eut une coupure qui s'est créée. Il y a eut la mort de Malik Oussékine, mais moi en même temps, je me félicite qu'aujourd'hui qu'il y ait des hommes et j'espère de plus en plus de femmes noires qui s'engagent dans des formations politiques de droite. C'est courageux de leur part. C'est le signe justement qu'enfin les Noirs vont pouvoir prendre une place normale dans la vie politique.

Par rapport à ce qu'a dit Pierre Tavarès, qui illustre par un autre parcours les difficultés que beaucoup d'entre nous ont connu. Vous savez moi, je me suis trouvé après SOS Racisme et après une période où j'avais été effectivement au Conseil Economique et Social, au chômage purement et simplement, à l'ANPE. Quand j'ai re-adhéré au PS, je suis reparti militant de base. Quand je suis arrivé à la section où je suis aujourd'hui - à Aulnay-Sous-Bois - j'ai entendu les arguments utilisés par mes adversaires. Mais par ailleurs ceux qui s'opposaient à moi, c'était parfois un prétexte parce que les batailles dans lesquelles j'étais engagé, c'était aussi des batailles purement politiques. C'est-à-dire que moi j'étais de l'aile gauche du PS et qu'eux étaient d'autres courant de l'intérieur du PS. J'ai vécu cela de façon très violente, parce que certains laissaient entendre aussi qu'avoir un candidat noir aux élections législatives de 1997, ce n'était pas forcément très adapté à la ville. Mais finalement, quand ils ont utilisé cet argument cela s'est retourné en partie contre eux car d'autres ont dit que cela était absolument inacceptable. Finalement j'ai été candidat à ces élections législatives. J'ai été battu mais je ne dis pas que j'ai été battu parce que j'étais Noir. J'ai été battu car dans cette circonscription et dans cette ville en particulier d'Aulnay, la droite est aujourd'hui majoritaire.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Il faut que nous fassions attention à ne pas « radicaliser » nos déceptions, nos succès ou nos échecs. Il faut aussi que nous acceptions cette idée que nous sommes dans un univers de confrontations, de rapports de force. Il faut aussi que nous acceptions d'être attaqués, d'être jugés, d'être soutenus ou d'être combattus en tant qu'homme politique quoique nous soyons Noirs. Ce qui est vrai, c'est que ce que nous aurons, nous l'obtiendrons que sur la base de rapports de force. Ce sera la réalité de nos combats à gauche comme à droite.

### **Jean-Félix Moulougi**

Je voulais juste dire à Harlem que quand j'ai parlé de SOS Racisme, j'en connais le bienfait. J'ai seulement critiqué l'instrumentalisation qui en a été faite.

### **Pierre Tavarès**

Ce qui détermine l'histoire, ce qui nous positionne, c'est ce que nous avons dans la tête. Ce qui m'intéresse aujourd'hui, mes deux repères fondamentaux : c'est un, la Révolution française - Société des Amis des Noirs, Condorcet et les autres - et deuxièmement la République du 22 septembre. Je crois que la France occupe dans l'histoire universelle, une position unique. Mais quelque fois, on a des Français qui ne comprennent pas ce qu'est la République. On a des difficultés énormes et quand par conséquent, nous sommes confrontés à cela, nous tentons de trouver des solutions. Moi, je me réjouis que le maire UDF d'Epinay ait décidé de prendre deux Noirs sur douze adjoints. En plus, d'un autre au cabinet.

Moi, vous savez Harlem par définition, j'ai tracé mes origines politiques. Je ne crois plus au grand clivage. Le grand soir ne viendra pas, en tous les cas du côté où on l'attend. Ce qui m'importe aujourd'hui, que les gens soient de gauche ou de droite, c'est qu'ils fassent de l'intégration politique parce que la banlieue est l'ordalie de la République. Si on y prend garde on sera tous perdants.

### **Eugène Ebodé, Ecrivain et conseiller municipal de Villepreux**

Je remercie Dogad Dogoui de nous réunir afin de nous parler. Je pense qu'ici, Harlem est un de nos généraux. J'aimerais lui dire avec sincérité que tout le combat qu'il a mené n'a pas été un combat inutile. Il a même refusé un poste de Ministre. On lui a proposé des choses mais il avait encore un combat à mener avec les jeunes, avec le monde des laissés pour-compte. Soutenons-le. Cette année, nous fêtons le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo. Mais on a oublié Alexandre Dumas. Alexandre Dumas est l'écrivain français le plus lu au monde. Il a écrit 602 livres mais on se tient souvent à dire que c'est un Nègre astucieux qui avait des « nègres » qui travaillaient pour lui. Pas du tout. C'est un homme qui a consacré sa vie à la littérature, qui a écrit pour les Noirs un livre qui s'intitule « Georges ». Lisez-le et vous verrez que les problèmes sont toujours d'actualité. Le père d'Alexandre Dumas était un Général. C'est lui qui méritait d'aller au Panthéon. Même si on peut remercier le Président Chirac d'avoir accepté qu'un deuxième Noir entre au Panthéon c'est-à-dire Alexandre Dumas, mais son père était Général de Napoléon, révoqué pour avoir refusé de tirer sur ses frères en terre africaine.

## **Interventions et questions du premier thème**

Intervention d'un député de la République Centrafricaine. J'ai la double nationalité. Je voudrais tout d'abord remercier Dogad Dogoui. Je salue le courage de Harlem Désir. Lorsque les Noirs ont une volonté réelle de s'impliquer dans la politique française, je crois qu'ils peuvent avoir les moyens. Si nous, nous impliquons véritablement (politique de proximité, participation réelle sans complexe).

### **Madame Marcelle Orou, conseillère municipale à Mantes-La-Jolie.**

Je m'adresse à Monsieur Diarra, Adjoint au Maire d'Achères. J'ai ma carte RPR depuis 14 ans. Je voudrais quand même dire ceci aux associations qui sont ici. Nous sommes 43 000 habitants dont plus de la moitié sont immigrés, Maghrébins et Africains. Il faut qu'on arrête de faire croire à tout le monde qu'on a la réponse à tout en France : que ce soient les Verts, les Jaunes, les Noirs, la droite, la gauche. Quelqu'un aurait suivi votre discours tout à l'heure, on se serait dit que l'on peut venir en France, se débrouiller et avoir les papiers comme on veut. La France ne peut pas prendre tout le monde. Vous allez actuellement au marché de Mantes-La-Jolie, il y a des Africains, des Maghrébins qui vous disent « on en a marre, on préfère le FN ». Donc il faut que l'on arrête. C'est sûr que ceux qui sont déjà ici, il faut tout faire pour régulariser leur situation. Tout cela n'engage que moi.

### **Réponse de Monsieur Bassi Diarra**

En fait, j'ai juste tracé brièvement ce qui m'était arrivé en France de par les dispositions légales de la République et qui ont été faites par la droite mais qui étaient des lois très difficiles. Je ne suis pas sûr que tous les Français connaissent la réalité des lois Pasqua - Debré. Ce n'était pas seulement les Africains qui subissaient ces lois. Il y avait des Yougoslaves, des Roumains et d'autres ressortissants de pays qui ne faisaient pas partie de la communauté européenne à l'époque qui ont subi ces lois et qui continuent à les subir.

Je veux répondre à Madame Orou que c'est mon combat personnel et le parcours personnel d'un militant africain qui se dit « je ne me laisserais pas faire ». Je veux pointer du doigt les irrégularités de la législation aujourd'hui qui concerne les étrangers en France, qui, à mon sens, sont très lourdes de conséquences. On a dit tout à l'heure qu'il faut faire très attention aux conséquences des décisions politiques. C'est pourquoi, je dis que mon parcours ne devrait pas inciter des gens à faire en France n'importe quoi. Mais ceci dit, une fois qu'on est ici et que l'on a des droits - le plus souvent ignorés par des grands avocats en France, qui ne connaissent pas le droit des étrangers, un droit très particulier - je dis que c'est à nous de nous prendre en charge et d'aller au combat.

### **Madame Sylvia Serbin, Conseillère municipale de Fontenay-Le-Fleury**

Je suis Sylvia Serbin, conseillère municipale à Fontenay-le-Fleury, dans la circonscription de Versailles, dans les Yvelines. Je suis une des rares élues femmes noires en métropole m'a-t-on dit. Je ne suis pas du tout un porte-drapeau et j'estime que c'est une chance.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

J'ai beaucoup hésité au départ, mais après tout, étant depuis trente ans dans cette ville même si j'ai fait de nombreuses incursions à Abidjan ou au Sénégal où je suis née, étant d'origine antillaise. Je pense qu'il faut d'abord s'intéresser à son environnement et participer. Il y a quelque chose qui m'a un peu gênée. A deux exceptions près, aucun d'entre nous n'a parlé de son activité professionnelle. J'ai l'impression que c'est par le biais d'associations que nos intervenants se sont fait repérer par des partis politiques et ont trouvé un ancrage dans la vie politique en France. Ma question c'est de savoir est-ce qu'il faut être un militant professionnel pour espérer voir émerger dans ce pays ou bien en tant que citoyen travaillant dans le pays, payant des impôts comme tout le monde, on a aussi des chances d'être repérés ? Merci

### **Réponse de Monsieur Bassi Diarra**

En fait Madame, quand j'étais à l'église Saint-Bernard, j'ai eu des propositions de presque tous les partis politiques, afin d'avoir tout de suite un travail de directeur de centre de loisirs ou autre. Je vous rassure tout de suite, je les ai toutes refusées. Je suis venu en France pour faire des études. Les lois ont fait que je n'ai pas pu faire d'études. A partir de là, j'ai voulu vivre par mes propres moyens. Je suis postier à l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle. Lors des élections municipales dernières, j'ai pu me démarquer de ma formation politique pour soutenir une action locale. Je suis un homme libre et je travaille pour gagner ma liberté.

### **Réponses de Monsieur Gaspard-Hubert Lonsi Koko**

La question est pertinente. Moi je souhaite vivre autrement qu'en écrivant des livres. François Mitterrand disait que « la politique n'est pas en elle-même une profession. Elle est un combat. C'est un engagement de l'être ». Il faut réfléchir - surtout si on veut que tout le monde soit représenté dans la vie politique - au statut de l'élu. Parce que, quand on est élu et que l'on perd son mandat, on n'a plus de sécurité sociale, on a plus rien. Si on vient de la Fonction publique, on a la garantie de l'emploi donc on réintègrera son corps professionnel mais quand on sort du secteur privé comment fait-on ? D'où le cumul des mandats. Les élus ont deux ou trois mandats, parce que s'ils en perdent un, il en restera toujours deux ou trois. Tant que ne révisera pas au statut de l'élu, il y aura toujours les mêmes personnes issues des mêmes écoles et qui auront toujours la même vision gauche ou droite et qui feront toujours les mêmes choses. Merci

### **Réponse de Monsieur Doucouré**

Peu importe d'où vient le travail, l'essentiel c'est que la compétence soit là. Je pense que c'est le plus important. Il est évident, si je prends mon cas au départ, j'étais dans le privé. En 1983, je me suis battu lorsque nous avons pris la ville au PC. J'y ai pris une part non négligeable car je vous ai dit que l'engagement à la base est très important. J'ai fait tout le travail d'un militant : le « tractage », l'affichage. Je me suis fait matraqué par des militants communistes qui ne comprenaient pas qu'un Noir puis être à droite. Lorsque le maire est arrivé, moi qui j'avais des convictions et des ambitions pour ma communauté dans la ville, il m'a fait appel au service financier parce que c'était ma formation.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

J'ai travaillé dix ans auprès de lui dans ce service et au fur et à mesure des combats, nous nous sommes battus. Je me trouve actuellement inspecteur à la direction des HLM du département. Cela aussi, je ne l'ai pas usurpé. Dès que je suis arrivé à l'Office, j'ai pu être utile à ma communauté.

### **Professeur Kapet de Bana – Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine**

Je suis fier que vous soyez là. Je suis également fier que vous symbolisiez ce que c'est que l'Afrique, berceau de l'humanité. L'Afrique berceau de nos ancêtres. Vous êtes conscients qu'il faut enfin que nous puissions « naître » à la politique. Vous êtes en train de prendre enfin vos responsabilités. Peut-être qu'à quelque chose, malheur est bon. Il a fallu cet événement. Je suis fier aussi que ce soit une femme en la personne de Florence Dini qui est à la base de la première société savante, qui a mis en place les 240 volumes de l'écriture de l'histoire de l'Afrique de la diaspora. C'est depuis 1990 qu'elle a préconisé qu'il fallait « panthéoniser » tous nos héros. Vous ne pouvez travailler qu'avec les deux éthiques : l'éthique de responsabilité et l'éthique de spiritualité. Ne perdez pas vos origines. L'éthique de responsabilité veut dire aussi que nous appliquons aujourd'hui la stratégie et la tactique. Nos symboles sont Toussaint Louverture, Léopold Sédar Senghor et Gaston Monnerville. Nos combats restent permanents tant que nous n'avons pas recouvré nos droits. Nous ne devons pas seulement travailler pour chercher à nous placer, être à droite ou être à gauche, nous travaillons pour une vision de notre présence. Cette vision est celle du Conseil mondial de la diaspora panafricaine pour que l'Afrique soit partout avec sa jeunesse qui monte et prendre l'héritage de Gaston Monnerville. Il devrait y avoir plus tard une salle Dogad Dogoui qui a monté cette conférence avec Africagora. Merci

### **Lanciné Camara – Association des journalistes panafricains**

Les trois questions sont celles-ci. Nous ne voulons pas que nos élus se laissent manipuler. La deuxième question concerne les ventes d'armes. Je voudrais que ces jeunes élus nous disent ce qu'ils ont fait jusque là pour que ces guerres s'arrêtent ? La troisième question, je ne suis pas là pour encenser qui que ce soit. Senghor a été une référence, mais c'est vrai que le négritude a eu ses limites aussi et la preuve, est-ce que vous trouvé normal que Senghor vienne mourir en Normandie.

Il avait toute la liberté d'aller mourir au Sénégal. Cela prouve quoi ? Que lorsque vous prenez des références qui sont parfaitement justifiables mais que vous n'allez pas parfaitement au fond des choses en disant par exemple, Césaire aujourd'hui est resté limpide, modeste et n'a pas cherché à rentrer jusque-là à l'Académie française. Il a défendu la cause de l'intégration culturelle, économique, sociale. Alors quand vous prenez Senghor avant Césaire, vous n'êtes pas sur la voie de l'éclairage. Merci

### **Réponse de Monsieur Doucouré**

Sur ces questions très larges concernant l'Afrique, je veux vous dire que je ne pensais pas aborder des questions aussi larges. On m'a appelé pour parler des Français d'origine africaine vivant dans un contexte français avec tous les problèmes de l'intégration, dont notre place au niveau des institutions de la République.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Partant de là, je dirais que la question touchant la géopolitique, le problème des armes, je ne suis pas aussi politique que cela pour pouvoir te répondre. Je ne suis qu'un militant. Mais la seule chose que je veux ajouter, c'est que nous sommes des responsables au niveau de nos familles et nous avons choisi à un moment donné de vivre en France. Certains forcés mais la plupart du temps c'est un choix que nous avons fait. Il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Nous souhaitons que l'on prenne toutes nos responsabilités et que celles-ci commencent d'abord, en ce qui me concerne, par l'action politique.

### **Réponse de Monsieur Lonsi Koko**

Je pense que l'on est arrivé dans une société qui n'est pas la nôtre. Il faut savoir accepter la société qui accueille sinon on sera confronté au choc des cultures. Quant à la vente d'armes aux pays africains, je pense que l'une des choses que l'on peut faire c'est dans l'aide au développement. Il faut faire en sorte que les pays africains engagés militairement dans d'autres pays qui ne sont pas les leur, se voient enlever les aides dont ils bénéficient, et qui servent en grande partie à acheter des armes pour aller combattre d'autres pays. Juste un point sur la négritude. Moi je suis né après les indépendances, il ne faut pas cracher sur nos aînés.

**Monsieur Dogad Dogoui** : je voudrais que nous remercions l'ensemble de nos intervenants. J'appelle maintenant Louis Mohamed Seye, Charles M'Ba, Madeira Diallo, Eugène Ebodé. Nous démarrons aussitôt ce deuxième débat – « Agir au sein ou en dehors des partis politiques ? » : présentations des intervenants et prises de positions.

### **Monsieur Madeira Diallo, Responsable UDF à la section Paris 19<sup>ème</sup>.**

Je travaille aussi au niveau national auprès de François Bayrou au niveau des idées, en terme d'éthique et d'humanisme. Je voudrais préciser un certain nombre de choses. L'UDF n'est pas la journée portes ouvertes mais c'est un parti ouvert. Ouvert en ce sens que nous accueillons tout le monde. Poser la problématique des Noirs en France, sous l'angle minoritaire, peut comporter beaucoup d'effets pervers. La France aujourd'hui est en mouvement vers l'Europe. Si effectivement au sein de l'UDF, il y a des questions qui gênent, je les soulève. Mais à la différence des autres, je crois que nous sommes une des seules organisations politiques à oser dire clairement en France que chez nous, en politique, la fin ne justifiera jamais les moyens.

On sort des présidentielles avec beaucoup de discours. Là on est sur le troisième tour avec les législatives. Nul n'ignore notre position difficile. On ne sait pas quel sera notre avenir mais nous préférons renoncer à des postes de députés ou autres plutôt que de renoncer à une partie de nos valeurs éthiques. C'est ce que je voulais dire et laisse la parole aux autres. A L'UDF, nous n'avons de programme spécifique ni pour les Noirs d'Afrique, ni pour les Arabes ni pour les Antillais. Ce qui ne veut pas dire que nous ignorons ce qui se passe.

### **Eugène Ebodé, Conseiller municipal, délégué à la culture à Achères.**

Agir au sein des partis existants ? Sûrement. Car ils existent et continuer à réfléchir vers une voie nouvelle qui pourrait intégrer la partie purement africaine, me paraît très difficile voire un peu illusoire à cause du communautarisme que cela suppose.

A cause aussi des moyens financiers (faire des affiches, rédiger des tracts, mobiliser). Par contre que l'Afrique dans sa diversité puisse avoir une capacité de participation aux affaires qui la concerne, c'est le professeur qui disait, que c'est la source de l'humanité. Donc, on comprendrait mal que la source de l'humanité soit évacuée et déserte les consciences ou qu'elle soit purement et simplement congédiée.

Je suis directeur de cabinet d'un maire. Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce que le maire voit et que je n'ai pas vu, il me le reproche. Je dois préparer tout ce que le maire doit dire et donc connaître avant lui. C'est bien cela la vie d'un directeur de cabinet. C'est aussi une relation de confiance entre un maire et son directeur de cabinet qui est interpellé sur beaucoup de sujets. Evidemment sur l'Afrique, où nous tenons à ce que les relations de jumelage puissent s'exercer ! C'est une relation essentielle parce que les Africains qui sont en France ne doivent pas être désignés avec des raccourcis qui nous sont extrêmement pénibles. Par contre, une relation de jumelage participe à la création de liens entre les populations d'ici et de là-bas. On préfère que les actions parlent beaucoup plus que de nombreux discours. En tant qu'écrivain, je tiens à conserver ma liberté d'écriture, de critiques, de penser et que je ne sois pas ravalé dans une formation politique et sous une étiquette qui m'apparaîtrait réductrice.

L'ouverture aux partis politiques n'est pas faite seulement pour que les gens aillent prendre une carte. C'est aussi pour leur dire les questions qui sont à l'ordre du jour, comment les traite-t-on etc. ? Moi je pense qu'il faut aller au-delà de l'humanisme tel que l'on a décrit jusqu'ici. Je voudrais dire à ceux qui sont en recherche de voies pour diriger leur vie, les partis sont une chose mais les associations aussi sont ouvertes et sont là pour accueillir tout ceux qui veulent œuvrer utilement. Merci.

### **Louis-Mohamed Seye, Conseiller municipal (PS) à Fontenay-Sous-Bois**

Je suis enseignant, formateur de jeunesse et d'éducation populaire. Vous voyez donc vers quoi le débat va s'étendre. Je vais prendre un autre angle d'attaque en parlant des deuxième et troisième générations. Le fait est acquis que maintenant les familles sont installées ici durablement et puis les gens qui sont nés ici et qui ont fait leurs études ici, peuvent briguer tous les mandats s'ils ont la nationalité française, en attendant le droit de vote des étrangers qui, on l'espère, ne va pas tarder.

Pour l'aspect jeunesse, nous montons des projets avec les jeunes notamment des chantiers de jeunesse en Afrique. A peu près 600 jeunes ont travaillé en Afrique sur des chantiers de reboisements, de construction de bibliothèques, de réhabilitation de salles de classes, etc. C'est un peu cela notre travail. Comme le disait Séga Doucouré, il faut s'impliquer localement, dans la vie de la cité à travers l'action associative. Les deuxième et troisième générations d'immigrés doivent, à mon avis revendiquer leur double culture pour la carte de citoyenneté. On a nos références y compris chez certains révolutionnaires comme Mandela, Diop ou Senghor. Il faut accepter cette double culture qui est une richesse. La culture française est l'apport des autres richesses. Je suis au PS. La bataille a été dure. Pour grimper les échelons c'est très difficile.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Maintenant l'important c'est que l'on puisse exister au niveau ethnique. On entend la question « Faut-il créer un parti noir » ? Moi je n'irais pas jusque là car j'ai l'impression que le jeu est un peu plus ouvert maintenant et il faudra en débattre avec la salle, mais par contre ce que l'on peut faire ce sont les listes citoyennes cela peut être une alerte pour le politique d'intégrer les personnes issues de toutes les immigrations si elles ont une compétence dans tel ou tel domaine. C'est vrai que si on veut vraiment que notre communauté soit représentée au plus haut niveau, au niveau national, je crois que cela pourra être par des gens qui sont bien à l'intérieur de leur parti, comme monsieur Koko, qui est le premier secrétaire de la section PS du 15<sup>ème</sup> arrondissement. Voilà ce que je voulais dire.

**Monsieur Charles M'Ba, Expert comptable à Total-Fina/Elf et ancien président du Club Diallo Telli**

La question s'est « agir en dehors ou au sein des partis politiques ». Je vais tout de suite à la réponse. Un, il faut agir, deux, il faut agir au sein des partis politiques, trois, il faut agir en dehors des partis politiques, quatre, on peut évoquer la question des partis politiques. Je vais vous dire comment est-ce que je regroupe tout cela. Mon cheminement idéologique est simple. On est gaulliste de père en fils, même si cela remonte à une génération. Est-ce que les Noirs pourraient poser la question d'un parti politique en France ? Il me semble que non. Ce serait illégal car vous créeriez un parti sur la base ethnique ou sur la base raciale donc oubliez la question. Cela démontre je pense, à quel point notre conscience politique n'est pas forte puisque nous nous posons une question qui porte en elle-même des germes de l'illégalité. C'est la première réponse.

Vous voyez on est dans cette salle Gaston Monnerville. C'est homme a été plus de vingt ans, Président du Sénat, vous trouvez normal que la salle qui lui soit attribuée soit celle-ci ? Moi, je pense que non. Cette salle et je le dis avec gravité. C'est bien que nous puissions nous réunir ici, mais il faut que nous soyons présents dans les lieux où cela se décide pour dire que cela n'est pas normal. C'est bien de dire que nous allons ériger une autre statuette à Harlem Désir. Cela veut dire là aussi, que nous perdons un peu et les traditions africaines et les traditions républicaines de la France qui nous hébergent aujourd'hui. On n'érige pas de statue à un homme vivant. Il faut être dans le cercle où cela se décide. Il faut agir là où nous sommes. Il n'y aura pas d'actions en direction de notre communauté s'il n'y a pas d'intérêt à cette action. Or qui y a intérêt ? Nous mêmes. La deuxième chose qui me guide, à savoir que si c'est nous qui concevons la politique africaine de la France, il est évident qu'elle sera « colorée » à nos idées, aux valeurs auxquelles nous tenons, aux objectifs auxquels nous tenons.

C'est parce que nous ne nous reconnaissons plus dans nos élus, ceux qui sont là, que nous avons envie de créer un certain nombre d'associations pour faire des revendications. Ce n'est pas autant que la société civile doit s'organiser pour être le contre-pouvoir de la représentation politique nationale. Je crois qu'il y a un petit problème idéologique que nous ne voulons pas traiter, en tout cas en ce qui me concerne, je n'adhère pas à ce que l'on appelle la société civile. Je veux dire qu'en tant qu'Africain, j'adhère d'autant moins à cette dimension de la société civile.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)

Parce que là où il y a besoin d'Etat, c'est encore en Afrique. La politique africaine de la France ne peut pas être la politique des « rustines ». Ce ne peut pas être la politique d'aller porter des médicaments, d'aller se substituer à l'Etat ou à la santé publique pour soigner le sida. Construisons, aidons nos pays, au Congo, au Gabon à construire l'Etat. A faire que l'Etat ne soit pas une organisation clanique, familiale, une organisation ethnique. Parce que s'il y a un Etat en Afrique, alors la question de la santé publique sera prise en main, alors nous aurons, nous citoyens français, rempli notre rôle. Je suis dans la lignée de Léon Gontrand Damas, le Guyanais, de Césaire et de Senghor pour dire qu'il faut approfondir son particulier pour apporter à l'universel. Nous sommes en France, nous sommes en République. Pour que cette République-là nous intègre, il faut que nous ayons quelque chose à lui apporter. Nous n'aurons rien à lui apporter si nous ne savons pas d'où nous venons. Je vous remercie.

### **Questions et interventions du deuxième thème**

#### **Monsieur Séga Doucouré.**

Est-ce qu'il faut pour que nous existions, nous Français issus de l'immigration, intégrer les partis existants ou en créer un nouveau ? Je pense que notre ami M'Ba a répondu. Monsieur Seye nous a offert une porte de sortie à savoir le débat citoyen. Est-ce nous pouvons créer des listes citoyennes dans les villes, ne serait-ce que pour négocier des deuxièmes, voire des troisièmes tours ? Je pense que c'est la grande solution. L'implication dans les partis politiques est plus que jamais nécessaire parce que c'est là que se conçoivent les politiques et si nous ne sommes pas autour de la table, nous ne pouvons pas participer à la conception des politiques.

#### **Monsieur Ba Nouhoume, candidat indépendant aux législatives (Paris 19e)**

Candidat sans étiquettes aux législatives dans la 19<sup>ème</sup> circonscription de Paris, et sans rattachement à un parti. Je voulais savoir quel appui la communauté peut m'apporter ?

**Compléments de M. Dogad Dogoui :** Monsieur Ba a besoin de 30 000 francs pour les affiches ? Qui est prêt à soutenir son action ?

#### **Réponse de Monsieur Edgar Malonga**

C'est une demande qui est la bienvenue mais elle ne peut pas se faire comme cela. On est là justement pour trouver les voies et moyens. Ou bien entrer dans les partis, ou bien trouver d'autres voies. Votre demande est la bienvenue mais moi personnellement je ne peux rien faire. Il faut d'abord que l'on s'organise.

#### **Madame Joby Valente, suppléante de Dieudonné Mbala Mbala, candidat aux législatives à Sarcelles**

Je voulais tout simplement dire que c'est effectivement très important d'être dans des grands partis, mais j'ai vu mon jeune frère parler tout à l'heure en disant nous avons décidé ceci, la question que j'aurais aimé lui poser est :

Peut-on le voir sur une grande chaîne nationale de TV et parler de la même façon ? Ce que je veux dire c'est qu'il y a un problème. Je crois qu'il est important d'être dans un grand parti. Il est aussi important d'avoir de petits partis. Depuis 1986, nous présentons des candidats. Nous avons commencé par les législatives au nom d'un mouvement qui s'appelle « Mouvement pour une nouvelle humanité » dont j'étais la présidente et j'étais la tête de liste en Seine-Saint-Denis. Et bien que les gens de la communauté ne votaient pas à l'époque, en 1986, nous avons eu 4365 voix et on s'adressait aux gens issus de l'immigration et aux Français qui en avaient marre du racisme. Je crois que s'il y a de plus en plus des gens issus de l'immigration au sein des grands partis, c'est parce qu'il y a une espèce de pression de civils qui ont des petits partis et cela permet aux autres de s'ouvrir. Nous pouvons aider les autres à avoir leur place dans les grands partis. Nous avons eu, en 1986 et en 1994, des élus municipaux et des grands partis les ont ramenés à eux. Mais discrètement, ils sont avec nous parce que notre mot d'ordre était : nous devons être un espace privilégié où les gens de notre communauté, panoplie politique au vestiaire, ainsi que toute religion viennent régler nos problèmes.

Notre mouvement s'est rallié à un autre mouvement qui s'appelle « mouvement pluri-ethnique ». Nous sommes devenus « rassemblement pour la démocratie et le civisme » et nous sommes en train de nous rallier d'autres jeunes et essayons de grandir comme cela : en dehors et à l'intérieur. Et que ceux de l'intérieur n'oublient pas ceux de l'extérieur, parce que c'est grâce à ceux de l'extérieur qu'ils sont à l'intérieur. Merci

### **Monsieur Koffi Alouda, informaticien**

J'ai écouté beaucoup de gens parler ici et j'ai eu l'impression que ces personnes sont des gens impliqués dans la politique professionnelle. Je suis quelqu'un du terrain. On a parlé de politique. On n'a pas parlé de sciences. On n'a pas parlé de technologie. Je peux vous assurer qu'aujourd'hui, on est tenu par la science et la technologie. On a beau faire la politique, mais si on n'est pas capable de fabriquer un cerceau, une aiguille, votre politique ne nous mènera nulle part. Sur le terrain, je suis en lutte pour me faire reconnaître en tant que Noir, en tant qu'Africain capable de faire de la technologie. Et c'est cette lutte qui m'amène ici. Je pense qu'il ne faut pas travailler dans son coin même si on est un expert. Il faut travailler ensemble. Ma deuxième question concerne la question de l'immigration. Ce ne sont pas les immigrés qui font des problèmes dans ce pays. En tout cas ce ne sont pas les immigrés de la récente génération. Ce sont les gens qu'ils sont allés chercher au temps de Giscard qui n'ont pas une formation suffisante, qui ont fait des enfants ici et qui ont été exclus par la société française. Ce sont en majorité ces gens qui posent des problèmes. Ce ne sont pas les personnes instruites en Afrique. Les gens qui sont issus de l'Afrique, qui y font leurs études et qui sont venus ici, ce sont eux qui vont nous sortir de cette situation et changer la politique vis-à-vis de nos pays là-bas. Voilà ce que je voulais dire. Je vous remercie.

### *Un participant non identifié*

Je voulais faire juste une petite remarque. On a des droits que l'on ne met pas à notre disposition. Mais on a des devoirs dont on n'a pas parlés et on a des droits qui sont mis à notre disposition dont on ne profite pas. Pour nous, c'est déjà le passé. L'intégration dont on parle et la place qu'on réclame dans cette société, c'est pour nos enfants et nos petits enfants. Je pense qu'il faut absolument une synergie pour qu'on règle les problèmes que nous devons régler en dehors de tous partis. Le premier débat que nous devons avoir est de savoir quelle première synergie mettre en place pour que compter nos compétences et nous faire entendre, servent à remplir nos devoirs de parents. Il faut faire en sorte que les expériences des uns et des autres soient connues, pour que nos enfants profitent de la situation qui leur est offerte et de faire ce que l'on n'a pas pu faire. Nous ne sommes pas les seuls immigrés. Il y a des Asiatiques, il y en a d'autres. Ils ne sont pas appelés à la barre de la même manière que nous. Si on est sujets à des clichés, c'est que quelque part, les gens pensent qu'il y a eu une part de démission, d'incompréhension. Notre premier devoir de cadre, c'est de nous faire comprendre entre nous-même. Merci

### **Monsieur Dogad Dogoui : épilogue**

On sent qu'il y a une envie de discuter, de parler, y compris sur des questions qui ne sont pas à l'ordre du jour. Il est temps que l'on finisse par créer cet espace. Une agora permanente où vous pourriez vider votre sac et échanger pour construire. Tout à l'heure je disais à quelqu'un en marge qu'on avait des problèmes pluriels de tous ordres. Par contre, quand on a un thème de débat, il faudrait que l'on se concentre sur ce thème-là. On est des nœuds à problèmes, essayons de les dénouer un à un. Si vous voulez aller plus loin, quand vous nous appelez, rejoignez Africagora, parce que nous prenons nous des initiatives qui nous coûtent beaucoup d'argent et de temps. Mais c'est une mission que l'on a choisie pour que vous puissiez vous rencontrer. Il y a même des élus qui ne se connaissaient pas. On est fier que des élus issus de nos communautés puissent se rencontrer et peut-être voir comment ils peuvent collaborer en dehors de leurs instances. Pour cela rejoignez Africagora. C'est la seule minute de publicité que je fais. Au mois vous pourrez à l'intérieur, aller plus loin dans le débat parce qu'on ne peut pas le faire en une demi-journée, travailler, concrètement sur le terrain, faire des synergies et vous appuyer les uns les autres.

Je voudrais remercier l'ensemble des nos intervenants de la matinée qui ont accepté de jongler avec leur emploi du temps, notamment les élus. Je voudrais, au nom du Club, remercier les membres d'Africagora qui ont permis de réaliser cette opération. Ils ont souvent envie de rester dans l'ombre : MM. Dauphou Edi et Alassane Maïga, et surtout Madame Chantal Yoroba, Délégué documentation. Elle a passé - elle qui est férue d'histoire et fervente de documentation - une grande partie de la matinée là-haut à vous accueillir plutôt que d'être avec nous. Je voudrais sincèrement qu'on nom de tous, nous la remercions chaleureusement. Merci à tous nos intervenants.

Rendez-vous les 28 et 29 septembre prochain pour le 1<sup>er</sup> Forum Africagora de la Jeunesse noire de France issue des migrations africaines et caribéennes. A bientôt.

**AFRICAGORA : BP 6422 – 75064 Paris cedex 02 – Tél./Fax : (33) 134 464 354**

E-mail : [contact@africagora.org](mailto:contact@africagora.org) – Website : [www.africagora.org](http://www.africagora.org)